PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

Communauté métropolitaine
de Montréal

Dépôt légal : octobre 2009
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-923013-71-8

TABLE DES MATIÈRES

Membres du conseil	4
Membres du comité exécutif	6
Organigramme	7
La Communauté métropolitaine de Montréal en chiffres	8
Mot du président	10
Mot du directeur général	12
Faits saillants des prévisions budgétaires 2010	14
Principales activités prévues en 2010	17
Prévisions budgétaires 2010	27
Répartition des quotes-parts provisoires 2010	31
Bilan économique métropolitain de 2009	45

MEMBRES DU CONSEIL

Président

M. Gérald Tremblay
Maire de la Ville de Montréal

Vice-président

M. Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

Agglomération de Montréal

M. Richard Bélanger
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement
de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

Mme Patricia Bittar
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Claude Dauphin
Président du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Lachine

M. Alan DeSousa
Membre du comité exécutif de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

M. Alvaro Farinacci
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. James V. Infantino
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. André Lavallée
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement
de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Bill McMurchie
Maire de la Ville de Pointe-Claire

M. John W. Meaney
Maire de la Ville de Kirkland

Mme Jacqueline Montpetit
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Mairesse de l'arrondissement du Sud-Ouest

M. Michel Prescott
Membre du conseil de la Ville de Montréal

Madame Francine Senécal
Membre du conseil de la Ville de Montréal

Mme Monique Worth
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Mairesse de l'arrondissement
de Pierrefonds–Roxboro

Laval

M. Jean-Jacques Beldié
Membre du conseil de la Ville de Laval

M. André Boileau
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Laval

Agglomération de Longueuil

M. Claude Gladu
Maire de la Ville de Longueuil

M. Jacques Goyette
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Longueuil
Président de l'arrondissement du Vieux-Longueuil

M. Daniel Lucier
Membre du conseil de la Ville de Brossard

Couronne Nord

Mme Chantal Deschamps
Mairesse de la Ville de Repentigny

M. Paul Larocque
Maire de la Ville de Bois-des-Filion

M. Jean-Marc Robitaille
Maire de la Ville de Terrebonne

Poste vacant

Couronne Sud

M. Michel Gilbert
Maire de la Ville de Mont-Saint-Hilaire

M. Jean-Robert Grenier
Maire de la Municipalité de Calixa-Lavallée

M. Michel Kandyba
Maire de la Ville de Pincourt

M. Sergio Pavone
Maire de la Ville de Châteauguay

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Président

M. Gérald Tremblay
Maire de la Ville de Montréal

Vice-président

M. Claude Gladu
Maire de la Ville de Longueuil

Membres

M. Alan DeSousa
Membre du comité exécutif de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

M. André Lavallée
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement
de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Sergio Pavone
Maire de la Ville de Châteauguay

M. Michel Prescott
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Jean-Marc Robitaille
Maire de la Ville de Terrebonne

M. Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

ORGANIGRAMME

82 municipalités

Conseil
28 membres

- Commission de l'aménagement
  8 membres
- Commission
  du développement économique,
  des équipements métropolitains
  et des finances
  8 membres
- Commission de l'environnement
  8 membres
- Commission du logement social
  8 membres
- Commission du transport
  8 membres
- Comité consultatif agricole
  10 membres

Comité exécutif
8 membres

Direction
générale

- Finances
- Aménagement et transport
  métropolitain
- Politiques et interventions
  de développement
- Secrétariat
- Développement économique
  métropolitain
- Environnement

LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL EN CHIFFRES

1 COMMUNAUTÉ depuis le 1er janvier 2001 • 12 MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ dont 2 sont des villes avec compétences de MRC • 82 MUNICIPALITÉS LOCALES dont 1 VILLE (MONTRÉAL) de plus de 1,6 million d'habitants en 2009, 2 VILLES (LAVAL ET LONGUEUIL) qui comptent entre 200 000 et 400 000 habitants, 35 MUNICIPALITÉS qui comptent entre 15 000 et 100 000 habitants et 44 MUNICIPALITÉS qui comptent moins de 15 000 habitants • 5 RÉGIONS ADMINISTRATIVES dont trois partiellement comprises (Laurentides, Lanaudière, Montérégie) • 7 CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS dont quatre partiellement comprises (Laurentides, Lanaudière et deux dans la Montérégie) • 4 360 km² DE SUPERFICIE TOTALE dont 525 km² de surfaces aquatiques et 2 218 km² de terres agricoles protégées, soit 58 % du territoire • 3,6 MILLIONS D'HABITANTS en 2009 soit près de 50 % de la population du Québec • 937 HABITANTS AU km² en 2009 • 1,55 MILLION DE LOGEMENTS PRIVÉS en 2006 dont 46,9 % sont en mode locatif • 2,3 PERSONNES PAR MÉNAGE en 2006 • 21,2 % DES HABITANTS SONT DES IMMIGRANTS en 2006 dont près d'un quart est arrivé entre 2001 et 2006 • 75 LANGUES PARLÉES dont les plus parlées sont le français, majoritairement, et l'anglais • 19,4 % DES HABITANTS PARLENT AU MOINS DEUX LANGUES À LA MAISON en 2006 • 120 COMMUNAUTÉS CULTURELLES • 19,4 % DES HABITANTS DE PLUS DE 20 ANS DÉTIENNENT AU MOINS UN BACCALAURÉAT UNIVERSITAIRE • 150 MILLIARDS $CA DE PIB AUX PRIX DU MARCHÉ, soit 40 200 $CA par habitant en 2008 • 1,9 MILLION D'EMPLOIS en 2008, soit 49 % des emplois du Québec • 172 900 EMPLOIS DANS LA NOUVELLE ÉCONOMIE en 2008 • 7,6 MILLIONS DE TOURISTES en 2007 • 80 MILLIONS DE CONSOMMATEURS dans un rayon de 1 000 km • 1,84 MILLION D'AUTOMOBILES, soit 1,23 véhicule par logement en 2003 • 7,3 MILLIONS DE DÉPLACEMENTS en 24 heures en 2003, dont 67,6 % en automobile, 16,4 % en transport public, 12,2 % non motorisés et 5,1 % en autres modes • 1 AÉROPORT INTERNATIONAL avec un trafic de 12,4 millions de voyageurs en 2008 (estimé) • 1 PORT avec un trafic de 27 millions de tonnes de marchandises en 2008 dont 49 % par conteneurs (estimé) • 5 UNIVERSITÉS trois francophones et deux anglophones ainsi que sept écoles affiliées et instituts de recherche comptant 177 000 étudiants en 2007 • 66 CÉGEPS ET COLLÈGES publics et privés • 201 CENTRES DE RECHERCHE • 60 CONSULATS ET DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Lanaudière
Laurentides
L'Assomption
Les Moulins
Lajemmerais
Thérèse-De Blainville
Mirabel
Laval
La Vallée-
du-Richelieu
Deux-Montagnes
Montréal
Longueuil
Rouville
Vaudreuil-
Soulanges
Roussillon
Montérégie
Beauharnois-
Salaberry

MOT DU PRÉSIDENT

En 2010, les choix budgétaires de la Communauté métropolitaine de Montréal s'inscrivent dans la continuité des actions entreprises depuis 2001.

Fière du chemin parcouru depuis sa création, la Communauté entend poursuivre ses actions visant à renforcer l'attractivité et la compétitivité du Grand Montréal, tout en tenant compte de l'équité entre les municipalités situées sur son territoire.

L'année 2010 sera notamment marquée par l'élaboration du plan métropolitain d'aménagement et de développement faisant suite au nouveau partage des compétences entre la Communauté et les municipalités régionales de comté dont le rôle est maintenu en matière de planification régionale. Ce plan définira, dans une perspective de développement durable, les orientations, les objectifs et les critères afin d'assurer la compétitivité et l'attractivité du territoire de la communauté métropolitaine.

Par ailleurs, les travaux conduisant à la révision du *Plan de développement économique* de février 2005, amorcés depuis quelques mois, devraient se terminer bientôt et permettre de dégager les stratégies et les actions à entreprendre pour hisser le Grand Montréal dans le peloton de tête des régions métropolitaines les plus performantes d'Amérique du Nord.

En matière d'environnement, le soutien aux municipalités dans le traitement et la valorisation des matières organiques constituera une priorité, encore cette année, tandis que le renouvellement prochain de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008* conduira la Communauté à entreprendre la mise à jour de son *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles*. Par ailleurs, les projets financés par les plans d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu seront complétés en 2010, ce qui permettra à la Communauté de prendre des décisions quant à ses interventions futures.

La Communauté contribue, de façon concrète, à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens du Grand Montréal, notamment par ses activités menées en matière de logement social et communautaire, activités qui découlent d'une préoccupation à la fois sociale et économique. L'accès à des logements de qualité pour les populations les plus fragiles économiquement représente, en effet, un important facteur de cohésion sociale.

D'année en année, la Communauté essaie de favoriser une meilleure connaissance des enjeux métropolitains. En 2009, elle a mis en ligne l'*Observatoire Grand Montréal* ainsi que le *Tableau de bord du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles*. Ces outils s'avèrent très utiles pour comprendre les enjeux en présence et pour suivre la progression des réalisations. Cet effort de communication se poursuivra cette année par la mise en ligne d'un second tableau de bord portant cette fois sur le logement social et communautaire.

Compte tenu des acquis métropolitains, en matière de réalisations et de consensus, nous pouvons maintenant consacrer nos efforts à la consolidation de nos compétences, à travers des plans et des outils innovants, et ainsi bâtir une Communauté métropolitaine de Montréal attractive, compétitive, solidaire et responsable.

Gérald Tremblay

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Donner aux élus de la Communauté les moyens d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés en adoptant, en septembre 2003, une vision stratégique du développement économique, environnemental, social et culturel pour le Grand Montréal.

En 2010, l'administration de la Communauté continuera à mettre en place les outils de planification, de coordination et de financement nécessaires à l'atteinte des objectifs de sa Vision 2025. Une saine gestion financière permet à la Communauté d'établir les prévisions budgétaires de cette année à 103 M$, soit une diminution de 3,9 M$ comparativement à l'exercice financier 2009.

Encore cette année, près de la moitié du budget de la Communauté est utilisée pour l'exercice de la compétence en logement social et communautaire. Outre les remboursements aux municipalités et aux offices d'habitations, un tableau de bord sera prochainement intégré à l'*Observatoire Grand Montréal* pour assurer un suivi du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2009-2013*, adopté en juin 2008.

Le budget de la Communauté prévoit également une somme de 25,5 M$ pour assurer le financement du déficit d'exploitation des équipements à caractère métropolitain, soit le Planétarium, le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Cosmodôme. Cette somme tient compte de la subvention annuelle de 13,3 M$ que le gouvernement du Québec verse pour ces équipements.

En matière de développement économique, la Communauté poursuivra ses actions pour améliorer la compétitivité des grappes économiques métropolitaines qui disposent d'une contribution de 1,5 M$ par année pour favoriser leur structuration et leur fonctionnement. En 2010, le conseil de la Communauté se prononcera également sur un nouveau plan de développement économique pour la période 2010-2014. D'ici là, un certain nombre d'études seront nécessaires afin de raffiner les orientations et de doter le Grand Montréal de nouveaux outils, notamment en matière de promotion internationale.

La Communauté a également inscrit à son budget une somme de 2,2 M$ pour l'exercice de ses compétences en aménagement et en transport métropolitain. La Communauté entend réaliser les travaux requis en vue d'adopter le plan métropolitain d'aménagement et de développement pour son territoire.

Pour ce qui est de la gestion métropolitaine des matières résiduelles, la Communauté assurera le suivi de la démarche entreprise par chacun de ses cinq secteurs dans le cadre de l'adoption des plans directeurs régionaux.

Afin de compléter les actions déjà entreprises pour doter le Grand Montréal d'un réseau intégré, protégé et accessible d'espaces bleus et verts, la Communauté entend également élaborer un plan d'action 2011-2015 qui proposera aux gouvernements provincial et fédéral, ainsi qu'à divers partenaires externes, de participer à l'atteinte des objectifs de conservation et d'accessibilité.

Toutes ces actions devraient permettre de répondre adéquatement aux préoccupations formulées par les élus afin d'assurer le développement durable du Grand Montréal.

Massimo Iezzoni

Les prévisions budgétaires de la Communauté métropolitaine de Montréal, adoptées par le conseil lors de sa séance extraordinaire du 1er octobre 2009 s'élèvent à 103 445 185 M$. Il s'agit d'une diminution de 3,9 M$ comparativement au budget de l'année 2009.

Une somme de 85,2 M$ est réservée aux interventions de développement et au service de la dette pour le logement social. Plus de 82 % du budget de la Communauté est donc destiné aux municipalités et aux organismes intervenant en matière d'habitation, de développement économique, d'environnement ainsi qu'aux équipements à caractère métropolitain.

En 2010, la contribution des municipalités est maintenue à 66,2 M$, soit une somme identique à celle de 2009.

VARIATIONS BUDGÉTAIRES ET IMPACT SUR LA QUOTE-PART DES MUNICIPALITÉS ENTRE LE BUDGET 2010 ET LE BUDGET 2009	$
Contribution au logement social (HLM-PSL)	(2 444 000)
Dépenses des services et autres revenus pour les services rendus	270 900
Remboursement de la dette à long terme	220 000
Revenus d'intérêts	625 000
Affectation de surplus	1 328 100
Impact total sur la quote-part	**0**

Les principales variations entre les budgets 2010 et 2009 sont détaillées ci-dessous.

Contribution au logement social et abordable

Les remboursements pour l'ensemble des programmes auxquels la Communauté participe totaliseront 49,8 M$ en 2010, soit 20,8 M$ pour les programmes d'habitations à loyer modique et de supplément au loyer (HLM-PSL), 1,9 M$ pour la Corporation d'Habitations Jeanne-Mance (CHJM) et 27,1 M$ pour les programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec.

FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE LOGEMENTS SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES POUR LESQUELS LA COMMUNAUTÉ ASSURE UN REMBOURSEMENT	
DÉPENSES	**M$**
Programme d'habitations à loyer modique – Programme de supplément au loyer	20,8
Corporation d'Habitations Jeanne-Mance	1,9
Programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec	27,1
Total	**49,8**

REVENUS	M$
Quote-part	37,9
Emprunt	11,9
Total	**49,8**

La portion des remboursements que la Communauté effectue dans le cadre des programmes de logements sociaux et abordables qui sera financée par la quote-part s'établira à 37,9 M$ en 2010, soit le même montant qu'en 2009. L'autre partie du remboursement sera financée par un emprunt de 11,9 M$.

Cette stabilisation de la quote-part destinée à rembourser les municipalités et les OMH participant ou gérant les programmes de logements sociaux et abordables résulte de l'adoption de la nouvelle Politique de capitalisation des améliorations majeures adoptée par la Société d'habitation du Québec. Cette nouvelle politique s'applique au financement des travaux de rénovation, d'amélioration et de modernisation (RAM) des habitations à loyer modique (HLM). Sa mise en œuvre dégage une marge de manœuvre qui permet de ne pas augmenter la quote-part des municipalités de 2,4 M$. Rappelons que cette augmentation de 2,4 M$ avait été financée par un surplus libre en 2009 et devait, comme indiqué dans le budget 2009, être financée par une augmentation équivalente de la quote-part des municipalités en 2010. L'augmentation des coûts de système des programmes HLM-PSL, estimés à 815 500 $ pour 2010, sera également absorbée grâce à cette marge de manœuvre.

Dépenses des services et autres revenus

Le budget 2010 propose une hausse des dépenses des services de 235 600 $ comparativement au budget 2009. Cette augmentation s'explique essentiellement par les coûts de système de 2,4 %. Le pourcentage de cette majoration provient des prévisions de l'indice des prix à la consommation (IPC) du Conference Board du Canada pour la région métropolitaine de Montréal pour 2010.

Remboursement de la dette à long terme

Le service de la dette s'établira à 31 567 000 $ en 2010. Le remboursement de capital budgété en 2010 sera de 1,6 M$, une augmentation de 220 000 $ comparativement à 2009.

Le financement obtenu par l'entremise de cette dette à long terme a permis d'assurer une partie des remboursements de la Communauté pour la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec. Ce financement est autorisé par le *Règlement numéro 2005-31 décrétant un emprunt de 51 000 000 $ aux fins du remboursement par la Communauté de la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec*.

Variation des revenus

Le tableau ci-dessous présente les variations des sources de revenus de la Communauté.

SOURCES DE FINANCEMENT	2010	2009	VARIATION
	$	$	$
Quote-part des municipalités	66 193 350	66 193 350	0
Transferts conditionnels	16 600 000	16 600 000	0
Autres revenus	8 721 835	10 710 235	(1 988 400)
Financement à long terme	11 930 000	13 830 000	(1 900 000)
Total	**103 445 185**	**107 333 585**	**(3 888 400)**

La quote-part des municipalités ne connaît aucune variation en 2010. Elle atteint, comme en 2009, la somme de 66,2 M$.

Les transferts conditionnels attendus pour 2010 totalisent, comme en 2009, 16,6 M$, soit une subvention annuelle de 13,3 M$ du gouvernement du Québec pour les équipements à caractère métropolitain et une somme de 3,3 M$ versée à la Communauté par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, en compensation des coûts versés en application de l'entente signée en 1981 pour l'assainissement de l'atmosphère.

Les autres revenus diminuent de 2 M$. Cette diminution s'explique essentiellement par une baisse des revenus de placement d'un montant de 625 000 $ et par une diminution de l'affectation du surplus pour un montant de 1 328 100 $ pour 2010 comparativement à celle de 2009.

Le financement à long terme des activités financières varie de 1,9 M$. Selon les dernières estimations, la Communauté devrait financer, par un service de dette, un montant de 11,9 M$ en 2010 pour assurer les remboursements aux municipalités qui participent aux projets AccèsLogis et Logement abordable Québec.

PRINCIPALES ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2010

La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement qui exerce des compétences stratégiques à l'échelle du Grand Montréal. Ses principaux champs d'intervention sont le développement économique, l'aménagement du territoire, le transport, l'environnement, le logement social et les équipements à caractère métropolitain.

MISSION

Planifier, coordonner et financer les compétences stratégiques qui façonnent le territoire et le développement de la région.

VISION

Mettre le cap sur le monde et bâtir une communauté compétitive, attractive, solidaire et responsable.

OBJECTIF

Rejoindre le peloton de tête des régions nord-américaines en développant des projets rassembleurs qui suscitent l'adhésion des élus, des citoyens et de la société civile.

Développement économique

En matière de développement économique, la Communauté poursuit la mise en œuvre de sa stratégie qui vise à hisser la région métropolitaine de Montréal dans le peloton de tête des régions nord-américaines les plus compétitives.

Afin de relever ce défi, le *Plan de développement économique* (PDE) adopté en 2005 propose une stratégie en quatre points, soit une Communauté métropolitaine de Montréal « apprenante », « compétitive et prospère », « attractive » et « de calibre mondial ». On y présente plusieurs moyens permettant de valoriser pleinement notre main-d'œuvre, d'accélérer la transformation de notre économie selon l'approche des grappes industrielles, d'accroître notre capacité d'innovation et de renforcer la position concurrentielle de la région métropolitaine de Montréal.

En 2005, la Communauté et ses partenaires gouvernementaux et privés s'entendaient sur un cadre triennal de financement des grappes métropolitaines. Cette initiative, fer de lance du PDE, a permis l'activation de quatre grappes de calibre mondial, soit Aéro Montréal, Montréal InVivo, TechnoMontréal et le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à Montréal. De plus, d'autres initiatives dans les secteurs du bioalimentaire, des technologies propres et du transport urbain avancé sont actuellement à l'étude. Le cadre de financement des grappes métropolitaines a été renouvelé par la Communauté et le gouvernement du Québec pour la période 2008-2010. L'entente révisée tient compte de la décision, à l'époque, du gouvernement fédéral de se retirer du financement des organismes à vocation économique. La contribution globale de la Communauté au fonctionnement des grappes demeure à 1,5 M$ par année.

La Communauté possède la compétence de faire la promotion de son territoire sur le plan international pour y favoriser l'essor et la diversification de l'économie. La Communauté confie à Montréal International la prospection sur les marchés extérieurs d'entreprises et de capitaux et la collaboration avec les partenaires publics et privés du territoire, afin de créer un effet de levier et d'optimiser ainsi les efforts d'attraction d'investissements directs étrangers. Une contribution de 3,2 M$ est allouée à Montréal International en 2010.

Le premier cycle quinquennal de la stratégie économique métropolitaine se termine en 2009. Une consultation menée par la firme SECOR auprès des acteurs économiques de la région permet de conclure que l'approche favorisée en 2005 semble toujours pertinente, bien que des ajustements devront être apportés afin de refléter le nouveau contexte économique mondial.

Au début de 2010, le conseil de la Communauté se prononcera sur un nouveau plan quinquennal de développement économique pour la période 2010-2014. La nouvelle stratégie devrait s'inscrire dans la continuité de la stratégie actuelle. Toutefois, un certain nombre d'études seront réalisées en 2010 afin de raffiner les orientations adoptées et de doter la région de nouveaux outils de développement économique, notamment en matière de promotion internationale.

Aménagement et transport métropolitain

La Communauté prévoit 2,2 M$ aux prévisions budgétaires 2010 pour ses compétences en aménagement et en transport métropolitain.

Le 12 juin 2008, le conseil de la Communauté a adopté à l'unanimité la résolution CC08-022 proposant un nouveau partage des compétences pour la planification du développement du territoire métropolitain. Dans la foulée de l'adoption de cette proposition, le projet de loi 58, *Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines*, a été déposé à l'Assemblée nationale le 18 juin 2009.

Le projet de loi 58 prévoit l'élaboration d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) pour le territoire de la Communauté. Un projet de plan devra être adopté préalablement. La Communauté réalisera donc, au cours de l'année 2010, les travaux requis en vue de convenir du plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), et ce, en tenant compte des dispositions du projet de loi 58 pour favoriser les facteurs de compétitivité et d'attractivité liés à l'aménagement du territoire dans une perspective de développement durable.

Pour le transport, et conformément aux dispositions du projet de loi 58, la Communauté poursuit une approche visant à améliorer l'intégration des interventions structurantes de transport et d'aménagement du territoire à l'échelle métropolitaine. Cette approche s'inscrit d'ailleurs dans les orientations de la Vision 2025 afin que l'optimisation des réseaux de transport des personnes et des marchandises soutienne avantageusement la compétitivité et l'attractivité de la région métropolitaine, notamment par le virage pris en faveur du transport collectif.

À cet égard, l'élaboration du nouveau PMAD sera l'occasion de convenir des mesures pour favoriser une planification intégrée de l'aménagement et du transport qui optimise l'utilisation des réseaux tout en prenant en compte la qualité de leur insertion dans le milieu urbain. Parallèlement, en matière de transport, l'année 2010 permettra d'amorcer les études préparatoires aux chantiers prévus au cours des prochaines années tels que la désignation du réseau artériel métropolitain et la préparation d'un plan de transport. De plus, notamment pour les projets considérés comme prioritaires par la Coalition métropolitaine pour la relance du transport en commun, la Communauté, en partenariat avec ses partenaires, poursuivra diverses études de planification de corridors de transport visant à optimiser le potentiel de développement urbain et l'utilisation des réseaux.

Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

Au cours de 2010, la Communauté assurera le suivi de la démarche entreprise par chacun des cinq secteurs pour la préparation et l'adoption de plans directeurs de traitement des résidus putrescibles. En collaboration avec les autorités régionales et locales, cinq projets pilotes de récupération dans des immeubles d'habitation de neuf logements et plus feront l'objet d'un programme métropolitain de financement. Un mécanisme de suivi touchant la gestion des boues résiduaires sur le territoire métropolitain sera également mis en place. De nouvelles fiches de veille technologique seront publiées s'ajoutant à la liste des sujets déjà traités.

Créé en 2008 et actualisé à l'automne 2009 pour y intégrer les données 2007 et 2008, le *Tableau de bord du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles* sera de nouveau mis à jour en fin d'année. Les données 2009 et l'information recueillie sur les boues résiduaires ainsi que sur les initiatives de réduction y seront ajoutées.

Afin d'appuyer les gestionnaires régionaux et municipaux dans la conception et l'implantation sur le territoire métropolitain d'infrastructures de gestion de matières résiduelles, il est important de répertorier diverses expériences réussies d'implantation de telles infrastructures et de rassembler les critères de succès dans un guide pratique rédigé à l'intention des gestionnaires de matières résiduelles. Bientôt mis en œuvre par le gouvernement du Québec, un programme de financement appuiera les initiatives de production d'énergie verte à partir des résidus municipaux. Afin de faciliter la mise en place de tels projets, la Communauté instaurera un mécanisme métropolitain d'analyse et de coordination des initiatives pour assurer la conformité des projets au *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles*.

En collaboration avec les instances municipales, régionales et les organismes de sensibilisation impliqués dans la réduction, la récupération, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles, la Communauté participera à une campagne de sensibilisation grand public portant sur un thème d'intérêt métropolitain. Un bulletin électronique périodique d'information sur les initiatives de gestion des matières résiduelles dans les régions métropolitaines canadiennes et américaines sera également diffusé auprès des gestionnaires municipaux.

Enfin, les activités favorisant l'atteinte des objectifs du *Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles* se poursuivront en 2010 par la réalisation d'analyses et d'études en fonction de l'évolution du contexte et des orientations gouvernementales relatives à la gestion des matières résiduelles.

Assainissement des eaux

Des indicateurs de mise en œuvre et de conformité ainsi que les mécanismes de suivi appropriés doivent être développés à la suite de l'adoption du *Règlement sur l'assainissement des eaux* (2009-47). Des étapes d'analyse, de conception logicielle et de mise en ligne d'instruments informatiques (formulaires informatisés, bilans, devis type, documents de référence, etc.) permettront la mise en ligne d'un tableau de bord présentant l'état de la conformité réglementaire. Développé en collaboration avec les municipalités délégataires et accessible en tout temps aux municipalités, aux entreprises ainsi qu'au public en général, un tableau de bord optimisera la diffusion des résultats des activités de suivi et l'état de conformité, tout en assurant rigueur et précision.

Certains documents d'information et d'interprétation réglementaire ont déjà été produits et distribués aux municipalités délégataires ainsi qu'à des intervenants ciblés. Afin d'assurer la réalisation des étapes qui mèneront à l'application complète du règlement, prévue pour 2012, divers volets du guide d'application, des formulaires types et divers autres outils de communication doivent être conçus et mis à la disposition des responsables municipaux afin d'assurer la collecte de renseignements et les analyses requises. Des séances de formation et d'information se tiendront sur l'ensemble du territoire afin d'assurer la meilleure diffusion possible de l'information.

Assainissement de l'atmosphère

Pour l'exercice de sa compétence en matière d'assainissement de l'atmosphère, la Communauté reçoit une subvention annuelle de 3,3 M$ du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Rappelons que la Communauté exerce cette compétence sur le territoire de l'agglomération de Montréal alors que, pour le reste du territoire québécois, cette compétence est exercée par le gouvernement du Québec. Dans une perspective de révision du règlement provincial sur l'assainissement de l'atmosphère, la Communauté étudiera les divers modes de gestion et des coûts liés à la surveillance de la qualité de l'atmosphère dans les grandes régions métropolitaines d'Amérique du Nord et d'Europe.

Espaces bleus et verts

Afin de doter le territoire métropolitain d'un réseau intégré, protégé et accessible d'espaces bleus et verts, la Communauté entend élaborer un plan d'action pour augmenter la superficie des espaces naturels protégés ainsi que le nombre d'accès aux berges, aux plans d'eau et aux îles. Prévu pour durer cinq ans et développé en collaboration avec les autorités régionales et locales, le plan d'action 2011-2015 proposera aux gouvernements provincial et fédéral, ainsi qu'à divers partenaires externes, de participer à l'atteinte des objectifs de conservation et d'accessibilité à des fins récréatives, de bien-être et de santé.

La Communauté assurera, en 2010, le suivi d'une vingtaine de projets en cours de réalisation sur les 70 projets financés dans le cadre des plans d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu. La Communauté assume également la coordination du programme d'acquisition et de conservation des espaces boisés, communément appelé le Fonds vert, afin de protéger et de mettre en valeur les bois du territoire métropolitain.

Logement social

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable, 2009-2013* (PAMLSA) adopté par le conseil de la Communauté le 12 juin 2008, un tableau de bord du logement social et abordable intégré à l'*Observatoire Grand Montréal* sera mis en ligne en 2010.

Le tableau de bord permettra de suivre la mise en œuvre des 32 actions privilégiées par la Communauté au cours des cinq prochaines années. On y retrouvera également certaines statistiques clés en matière de logement social, communautaire et abordable.

En 2010, des efforts seront consentis afin d'améliorer la diffusion de l'information utile à la réalisation des projets AccèsLogis auprès des municipalités de la Communauté. Dans un premier temps, la Communauté déterminera les besoins à combler et, dans un deuxième temps, développera en collaboration avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) et les Groupes de ressources techniques (GRT) des contenus, des interventions et des outils de diffusion.

La Communauté réalisera par ailleurs certaines études nécessaires à la réalisation de son mandat. Celles-ci porteront notamment sur les coûts de réalisation par unité selon les programmes, sur l'impact des changements démographiques et socioéconomiques, sur la demande ainsi que sur les pratiques novatrices favorisant le développement du logement social et communautaire.

Par ailleurs, la Communauté maintiendra sa participation financière aux programmes de logements sociaux et abordables. Ainsi, la Communauté poursuit le remboursement de la part municipale du déficit d'exploitation des 26 392 habitations à loyer modique (HLM) gérées par des offices municipaux d'habitation (OMH) ainsi que des 788 HLM gérées par la Corporation d'Habitations Jeanne-Mance. Le programme de Supplément au loyer (PSL) qui permet de soutenir environ 9 000 ménages fait également l'objet de remboursements de la part de la Communauté. Une somme de 22,7 M$ est prévue à ces fins.

La Communauté rembourse également aux municipalités de son territoire le montant de la contribution de base que ces dernières versent à un organisme à but non lucratif, à une coopérative d'habitation ou à un OMH qui réalise un projet, conformément aux programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec de la SHQ. Le budget 2010 prévoit une somme de 27,1 M$ pour ces remboursements, ce qui permettra de rembourser l'équivalent d'environ 1 800 unités.

Équipements à caractère métropolitain

Le budget de la Communauté prévoit une somme de 25,5 M$ pour assurer le financement du déficit d'exploitation des équipements à caractère métropolitain identifiés dans l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (Planétarium, Jardin botanique, Insectarium, Biodôme et Cosmodôme). Le budget tient compte de la subvention annuelle de 13,3 M$ du gouvernement du Québec pour les équipements à caractère métropolitain prévue dans l'entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier entre le gouvernement du Québec et les municipalités.

Outre la subvention du gouvernement du Québec, les équipements à caractère métropolitain sont financés par une contribution des municipalités plafonnée à 12,2 M$.

À la demande de son comité exécutif (CE09-080), la Communauté travaillera, au cours de l'année 2010, à déterminer des lignes directrices qui pourraient éventuellement permettre de soutenir des équipements, des infrastructures, des services et des activités à caractère métropolitain ainsi que des événements favorisant le rayonnement international du Grand Montréal.

Géomatique

Au printemps 2009, la Communauté a donné le feu vert à la réalisation du projet d'actualisation des orthophotographies et à l'établissement d'un modèle numérique tridimensionnel détaillé de l'ensemble du territoire. Ce projet se réalisera en partenariat avec l'ensemble des municipalités locales et des MRC du territoire de la Communauté, ainsi que de nombreux partenaires publics externes, comme le gouvernement du Québec, les compagnies offrant des services publics, les sociétés de transport en commun et le port de Montréal. Le projet se terminera, en avril 2010, par la livraison de ces nouvelles données géographiques aux partenaires participants.

L'entente de partenariat avec la firme Aux Quatre Points Cardinaux se poursuit pour la distribution des produits des données géographiques de 2005 et de 2007. En 2010, la Communauté ajoutera à son catalogue les données géographiques de 2009 et poursuivra, avec son partenaire commercial, le développement d'outils informatiques et de produits dérivés.

En 2010, la Communauté poursuivra également la réalisation de cartes 1 : 2 000 montrant les risques d'inondations, en fonction des rapports d'expertises rendus disponibles par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Par ailleurs, la Communauté poursuivra l'ajout de fonctionnalités d'accès aux bases de données du système géographique SIGMA pour ses besoins d'analyses internes. Elle offrira également à ses partenaires l'accès à des services Internet pour faciliter la gestion et l'analyse des données topographiques et foncières du territoire.

En 2009, la Communauté a entrepris les travaux d'analyse pour la mise en place d'un géocatalogue interopérable, basé sur des normes ISO et permettant aux organismes participant de découvrir facilement les caractéristiques et les limitations des bases de données géographiques disponibles. En 2010, la Communauté mettra en ondes une première version de son géocatalogue, qui deviendra une composante intégrée du système d'information géographique SIGMA, ainsi que de l'outil informatique permettant de faciliter la commercialisation des données d'orthophotographies.

Site Internet et publications

En 2010, la Communauté poursuivra le développement et la consolidation de l'*Observatoire Grand Montréal*, mis en ligne en novembre 2008, dont l'objectif est de rendre accessibles à l'ensemble des partenaires et des citoyens des données et des analyses permettant de mieux connaître la région et ses 82 municipalités. De nouvelles données permettant le suivi de l'évolution de la région ainsi que la comparaison avec les autres grandes régions métropolitaines nord-américaines y seront présentées, tout comme de nouvelles fiches de veille, qui permettront d'assurer un suivi des derniers développements dans les domaines touchant les compétences de la Communauté. Le deuxième tableau de bord de l'*Observatoire Grand Montréal*, soit le *Tableau de bord du Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable, 2009-2013* sera également mis en ligne.

La Communauté poursuivra la publication du *Perspective Grand Montréal*, un bulletin dont l'objectif est de dégager les tendances du développement de la région métropolitaine de Montréal. Ce bulletin propose des analyses thématiques succinctes, en relation avec les compétences de la Communauté métropolitaine de Montréal soit : l'aménagement, le transport, l'environnement, le développement économique, l'habitation et les équipements, infrastructures et activités à caractère métropolitain. D'autres thèmes, comme la sociodémographie et la fiscalité métropolitaine, y sont également abordés.

La Communauté poursuivra aussi la publication de *L'économie métropolitaine* qui décrit de manière concise l'évolution à court terme des principaux agrégats économiques et les faits saillants du trimestre. Le bulletin offre également des statistiques économiques sur la région métropolitaine de Montréal et ses cinq secteurs : l'agglomération de Montréal, Laval, l'agglomération de Longueuil ainsi que les couronnes Nord et Sud.

Connaissez-vous votre Grand Montréal ?

D É C R I R E • C O M P A R E R • C O M P R E N D R E

La Communauté métropolitaine de Montréal
vous invite à découvrir l'**Observatoire Grand Montréal**

Un outil interactif sur Internet pour mieux connaître
votre région et ses 82 municipalités.

observatoire.cmm.qc.ca

Communauté métropolitaine de Montréal

Observatoire Grand Montréal

un outil métropolitain innovateur

Décrire, comparer et comprendre le Grand Montréal

Avec ses 3,6 millions d'habitants, la région métropolitaine de Montréal est un espace complexe à l'intérieur duquel s'articulent plusieurs enjeux. Pour planifier leurs interventions adéquatement, les élus et l'ensemble des intervenants impliqués dans le développement du Grand Montréal doivent s'appuyer sur des données territoriales fiables et facilement accessibles. Il en va de même pour les journalistes, les professeurs chercheurs, les étudiants et les citoyens intéressés aux enjeux municipaux et métropolitains. Toutefois, la recherche de données à l'échelle du territoire métropolitain, de ses cinq secteurs géographiques et de ses 82 municipalités peut s'avérer une tâche ardue et fastidieuse.

Pour répondre à ces besoins, la Communauté a conçu l'*Observatoire Grand Montréal*, un outil unique de diffusion d'information et de données. Cet outil interactif simple à utiliser permet de décrire, de comparer, de comprendre et de suivre l'évolution de la région dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement économique, du logement social, du transport en commun et de l'environnement. Des données de référence sur la sociodémographie ont également été intégrées pour faciliter l'analyse. Présentés sous forme de cartes, de graphiques et de tableaux interactifs, tous les contenus sont régulièrement mis à jour et peuvent être téléchargés sous forme de fiches PDF.

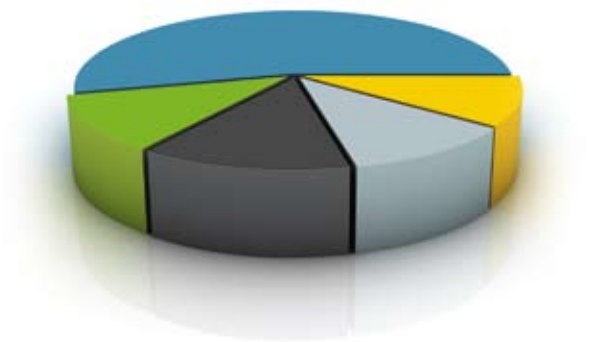
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010

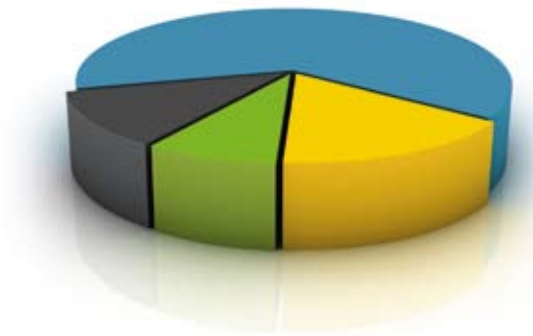
Dépenses par objet pour l'exercice 2010

Assainissement de l'atmosphère	3,1 %
Logement social	48,2 %
Équipements métropolitains	24,7 %
Promotion, prospection, concertation et Fonds de développement métropolitain	4,9 %
Service de la dette	3,6 %
Administration et services de la Communauté	15,5 %

Quotes-parts provisoires pour l'exercice 2010

Agglomération de Montréal	53,9 %
Laval	10,5 %
Agglomération de Longueuil	10,9 %
Couronne Nord	13,0 %
Couronne Sud	11,6 %





Sources de financement pour l'exercice 2010

Quotes-parts des municipalités	64 %
Transferts conditionnels	16 %
Autres revenus	8,4 %
Financement à long terme	11,5 %

Sommaire

DÉPENSES			
	Budget 2010 $	**Budget 2009 $**	**Variation $**
Dépenses des services			
Conseil et comité exécutif	1 214 800	1 210 900	3 900
Direction générale	1 020 300	966 300	54 000
Développement économique métropolitain	2 621 750	2 619 650	2 100
Environnement	2 207 500	2 206 300	1 200
Aménagement et transport métropolitain	2 202 400	2 160 600	41 800
Politiques et interventions de développement	942 419	912 269	30 150
Secrétariat	620 700	597 400	23 300
Finances	2 736 850	2 695 400	41 450
Dépenses générales	2 471 066	2 433 366	37 700
Frais de financement	2 206 400	2 206 400	0
Interventions de développement			
Assainissement de l'air	3 225 000	3 225 000	0
Logement social (HLM-PSL)	22 710 000	25 154 000	(2 444 000)
Logement social (AccèsLogis–Logement abordable)	27 100 000	29 000 000	(1 900 000)
Équipements métropolitains	25 500 000	25 500 000	0
Promotion, prospection et concertation	5 000 000	5 000 000	0
Fonds de développement métropolitain	100 000	100 000	0
Total des dépenses de fonctionnement	***101 879 185***	***105 987 585***	***(4 108 400)***
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme			
Remboursement de capital	1 566 000	1 346 000	220 000
Dépenses totales	***103 445 185***	***107 333 585***	***(3 888 400)***

REVENUS			
	Budget 2010 $	**Budget 2009 $**	**Variation $**
Quotes-parts des municipalités	**66 193 350**	**66 193 350**	**0**
Transferts conditionnels			
Équipements métropolitains	13 300 000	13 300 000	0
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	3 300 000	3 300 000	0
	16 600 000	**16 600 000**	**0**
Autres revenus			
Revenus de placement	350 000	975 000	(625 000)
Affectation du surplus	7 571 835	8 899 935	(1 328 100)
Services rendus	800 000	835 300	(35 300)
	8 721 835	**10 710 235**	**(1 988 400)**
Total des revenus	***91 515 185***	***93 503 585***	***(1 988 400)***
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières	***(11 930 000)***	***(13 830 000)***	***1 900 000***
Financement à long terme des activités financières	11 930 000	13 830 000	(1 900 000)
Surplus (déficit) de l'exercice	***0***	***0***	***0***

RÉPARTITION DES QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2010

La quote-part des municipalités

Selon le *Règlement sur l'établissement des quotes-parts et leur paiement par les municipalités faisant partie de la Communauté métropolitaine de Montréal* (2001-01) et en vertu de l'article 177 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*, les dépenses, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier ou de celles autrement régies, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Puisque tous les renseignements permettant d'établir les quotes-parts définitives ne sont pas disponibles lors de l'adoption du budget, des **quotes-parts provisoires** sont calculées à partir des données les plus récentes (2009). Les **quotes-parts définitives** sont calculées en fonction du potentiel fiscal, de la richesse foncière uniformisée et de la population de 2010, lorsque le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) les établit et les transmet à la Communauté. **Un écart entre les quotes-parts provisoires et définitives est donc inévitable.**

Exceptionnellement cette année, l'ajustement pour tenir compte des états financiers vérifiés 2008 des équipements à caractère métropolitain, comme prévu dans le *Règlement sur l'établissement des quotes-parts et leur paiement par les municipalités*, sera intégré au calcul de la quote-part définitive qui sera transmise aux municipalités en mai 2010. Cet ajustement modifiera la répartition entre les municipalités, mais n'aura aucun impact sur la quote-part totale des équipements à caractère métropolitain qui est plafonnée à 12,2 M$ depuis 2001.

Pour l'exercice budgétaire 2010, la quote-part de la Communauté se divise en cinq répartitions :

Répartition 1

- Répartition des dépenses générales de la Communauté calculée en fonction du potentiel fiscal respectif de chacune des municipalités, comme prévu dans l'article 177 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*.

Répartition 2 (Équipements Montréal) et répartition 3 (Équipement Laval)

- Répartition relative aux équipements métropolitains prévus dans l'article 156 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*.
- Selon le règlement de la Communauté (2001-01), la municipalité hôte d'un équipement métropolitain assume 50 % du déficit de cet équipement, déduction faite de toutes les subventions de fonctionnement reçues du gouvernement du Québec par la Communauté.
- Le solde du déficit, financé par la quote-part (répartitions 2 et 3), est réparti entre les autres municipalités de la Communauté en fonction de leur potentiel fiscal respectif, soustraction faite du potentiel fiscal de la municipalité hôte.
- Cette contribution est plafonnée à 12,2 M$.
- Selon la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19), toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération.

Répartition 4 (Fonds de développement métropolitain)

- Répartition selon le *Règlement sur le programme de partage de la croissance de l'assiette foncière de la Communauté* (2004-24). Elle se divise en deux sections :
  - 50 % des contributions sont établies en fonction de la richesse foncière uniformisée (RFU);
  - 50 % des contributions sont établies en fonction de la croissance de la RFU.

Répartition 5

- Répartition relative aux cotisations corporatives calculée sur la base de la population des municipalités de la Communauté.

Sommaire par secteur

SECTEURS DE LA CMM	RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE 2009		ASSIETTE DE TAXATION NON RÉSIDENTIELLE AJUSTÉE 2009		POTENTIEL FISCAL 2009		POPULATION 2009 (DÉCRET 7-2009)	
	$	%	$	%	$	%	Nbre	%
Agglomération de Montréal	199 598 131 821	56,28	21 291 199 218	67,50	220 889 331 039	57,20	1 875 919	52,14
Laval	35 256 768 218	9,94	2 568 343 619	8,14	37 825 111 837	9,79	377 332	10,49
Agglomération de Longueuil	36 235 893 988	10,22	2 956 764 403	9,37	39 192 658 391	10,15	389 938	10,84
Couronne Nord	43 853 038 271	12,37	2 738 601 545	8,68	46 591 639 816	12,06	512 524	14,25
Couronne Sud	39 707 006 513	11,20	1 987 862 219	6,30	41 694 868 732	10,80	442 141	12,29
Total	**354 650 838 811**	**100,00**	**31 542 771 004**	**100,00**	**386 193 609 815**	**100,00**	**3 597 854**	**100,00**

SECTEURS DE LA CMM	RÉPARTITION 1		RÉPARTITION 2		RÉPARTITION 3		RÉPARTITION 4A		RÉPARTITION 4B		COTISATIONS CORPORATIVES	
	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%
Agglomération de Montréal	30 748 653	57,20	4 468 752	38,47	370 296	63,41	28 140	56,28	22 016	44,03	69 711	52,14
Laval	5 265 402	9,79	1 635 441	14,08	0	0,00	4 971	9,94	5 829	11,66	14 022	10,49
Agglomération de Longueuil	5 455 770	10,15	1 694 570	14,59	65 702	11,25	5 109	10,22	6 070	12,14	14 491	10,84
Couronne Nord	6 485 737	12,06	2 014 479	17,34	78 106	13,37	6 183	12,37	8 634	17,27	19 046	14,25
Couronne Sud	5 804 088	10,80	1 802 758	15,52	69 897	11,97	5 598	11,20	7 451	14,90	16 430	12,29
Total	**53 759 650**	**100,00**	**11 616 000**	**100,00**	**584 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**133 700**	**100,00**

SECTEURS DE LA CMM	QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2010		QUOTES-PARTS DÉFINITIVES 2009		ÉCART
	$	%	$	%	$
Agglomération de Montréal	35 707 568	53,94	35 707 710	53,94	- 142
Laval	6 925 665	10,46	6 925 646	10,46	19
Agglomération de Longueuil	7 241 711	10,94	7 241 692	10,94	19
Couronne Nord	8 612 185	13,01	8 612 123	13,01	61
Couronne Sud	7 706 221	11,64	7 706 179	11,64	42
Total	**66 193 350**	**100,00**	**66 193 350**	**100,00**	**0**

Données 2009 des municipalités de la CMM (population, RFU et potentiel fiscal)

MUNICIPALITÉS	RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE (RFU)		POTENTIEL FISCAL (PF)		POPULATION DÉCRET 7-2009	
	$	%	$	%	Nombre	%
Agglomération de Montréal	**199 598 131 821**	**56,28**	**220 889 331 039**	**57,20**	**1 875 919**	**52,14**
Baie-D'Urfé	957 665 531	0,27	1 094 891 528	0,28	3 946	0,11
Beaconsfield	2 812 073 715	0,79	2 829 731 757	0,73	19 168	0,53
Côte-Saint-Luc	3 797 664 036	1,07	3 857 321 358	1,00	31 458	0,87
Dollard-Des-Ormeaux	4 831 575 045	1,36	5 016 915 759	1,30	49 430	1,37
Dorval	4 014 541 596	1,13	5 098 206 832	1,32	18 238	0,51
Hampstead	1 500 601 216	0,42	1 500 601 216	0,39	7 140	0,20
Kirkland	3 034 499 200	0,86	3 308 897 062	0,86	20 709	0,58
L'Île-Dorval	7 679 313	0,00	7 679 313	0,00	0	0,00
Montréal	160 472 609 161	45,25	178 100 677 014	46,12	1 640 565	45,60
Montréal-Est	893 497 120	0,25	1 213 441 343	0,31	3 822	0,11
Montréal-Ouest	733 428 297	0,21	744 255 266	0,19	5 195	0,14
Mont-Royal	4 475 465 705	1,26	4 897 673 687	1,27	19 007	0,53
Pointe-Claire	4 768 586 637	1,34	5 541 574 455	1,43	30 354	0,84
Sainte-Anne-de-Bellevue	748 073 931	0,21	834 125 721	0,22	5 381	0,15
Senneville	366 152 762	0,10	400 523 104	0,10	958	0,03
Westmount	6 184 018 556	1,74	6 442 815 624	1,67	20 548	0,57
Ville de Laval	**35 256 768 218**	**9,94**	**37 825 111 837**	**9,79**	**377 332**	**10,49**
Agglomération de Longueuil	**36 235 893 988**	**10,22**	**39 192 658 391**	**10,15**	**389 938**	**10,84**
Boucherville	5 494 277 716	1,55	6 216 755 680	1,61	39 704	1,10
Brossard	7 378 133 732	2,08	7 960 254 746	2,06	73 041	2,03
Longueuil	17 352 607 899	4,89	18 580 907 461	4,81	230 949	6,42
Saint-Bruno-de-Montarville	3 279 543 753	0,92	3 640 045 850	0,94	24 646	0,69
Saint-Lambert	2 731 330 888	0,77	2 794 694 654	0,72	21 598	0,60
Couronne Nord	**43 853 038 271**	**12,37**	**46 591 639 816**	**12,06**	**512 524**	**14,25**
Blainville	4 737 484 822	1,34	4 963 094 749	1,29	48 821	1,36
Boisbriand	2 343 146 212	0,66	2 595 179 559	0,67	26 674	0,74
Bois-des-Filion	740 580 217	0,21	784 711 433	0,20	8 882	0,25
Charlemagne	375 878 797	0,11	396 084 299	0,10	5 742	0,16
Deux-Montagnes	1 185 107 739	0,33	1 205 280 113	0,31	17 456	0,49
L'Assomption	1 349 541 916	0,38	1 416 905 809	0,37	17 571	0,49
Lorraine	1 018 228 348	0,29	1 024 720 178	0,27	9 688	0,27
Mascouche	3 000 003 037	0,85	3 156 656 420	0,82	35 755	0,99
Mirabel	3 587 920 608	1,01	3 931 757 050	1,02	36 436	1,01
Oka	440 427 804	0,12	457 418 886	0,12	4 728	0,13
Pointe-Calumet	372 137 845	0,10	378 800 296	0,10	6 847	0,19
Repentigny	6 394 456 790	1,80	6 727 655 129	1,74	78 812	2,19
Rosemère	1 917 545 337	0,54	2 119 941 977	0,55	14 284	0,40
Sainte-Anne-des-Plaines	946 887 178	0,27	1 025 228 560	0,27	13 412	0,37
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	949 364 933	0,27	972 751 539	0,25	12 089	0,34
Sainte-Thérèse	2 129 596 917	0,60	2 259 553 564	0,59	25 642	0,71
Saint-Eustache	3 451 259 279	0,97	3 726 487 120	0,96	42 762	1,19
Saint-Joseph-du-Lac	462 870 655	0,13	479 538 067	0,12	5 115	0,14
Saint-Sulpice	258 260 552	0,07	265 676 647	0,07	3 349	0,09
Terrebonne	8 192 339 285	2,31	8 704 198 421	2,25	98 459	2,74

MUNICIPALITÉS	RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE (RFU)		POTENTIEL FISCAL (PF)		POPULATION DÉCRET 7-2009	
	$	%	$	%	Nombre	%
Couronne Sud	**39 707 006 513**	**11,20**	**41 694 868 732**	**10,80**	**442 141**	**12,29**
Beauharnois	787 111 443	0,22	833 041 130	0,22	12 052	0,33
Beloeil	1 665 999 608	0,47	1 774 837 281	0,46	19 447	0,54
Calixa-Lavallée	62 436 885	0,02	63 234 620	0,02	536	0,01
Candiac	2 030 645 682	0,57	2 132 545 756	0,55	16 825	0,47
Carignan	920 536 189	0,26	934 404 733	0,24	7 846	0,22
Chambly	1 967 517 794	0,55	2 075 030 087	0,54	23 463	0,65
Châteauguay	3 214 230 360	0,91	3 393 986 010	0,88	43 353	1,20
Contrecoeur	604 254 767	0,17	706 080 544	0,18	5 827	0,16
Delson	658 546 042	0,19	732 026 767	0,19	7 609	0,21
Hudson	865 186 848	0,24	882 724 246	0,23	5 272	0,15
L'Île-Cadieux	51 705 368	0,01	51 705 368	0,01	140	0,00
L'Île-Perrot	792 432 528	0,22	836 794 766	0,22	10 097	0,28
La Prairie	1 964 006 855	0,55	2 035 304 054	0,53	22 412	0,62
Léry	248 932 870	0,07	251 723 242	0,07	2 377	0,07
Les Cèdres	506 410 699	0,14	534 423 779	0,14	5 855	0,16
McMasterville	414 450 534	0,12	424 106 292	0,11	5 496	0,15
Mercier	817 392 893	0,23	844 414 212	0,22	10 379	0,29
Mont-Saint-Hilaire	1 820 066 962	0,51	1 883 409 449	0,49	16 177	0,45
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	998 174 162	0,28	1 013 489 915	0,26	10 264	0,29
Otterburn Park	673 540 392	0,19	678 393 405	0,18	8 550	0,24
Pincourt	1 046 716 842	0,30	1 079 100 308	0,28	11 777	0,33
Pointe-des-Cascades	79 927 770	0,02	81 367 140	0,02	1 127	0,03
Richelieu	413 045 095	0,12	431 740 940	0,11	5 270	0,15
Saint-Amable	636 460 708	0,18	652 525 909	0,17	8 980	0,25
Saint-Basile-le-Grand	1 331 367 040	0,38	1 369 106 557	0,35	16 088	0,45
Saint-Constant	1 818 319 900	0,51	1 900 091 231	0,49	24 452	0,68
Sainte-Catherine	1 191 654 223	0,34	1 251 871 014	0,32	16 306	0,45
Sainte-Julie	2 694 285 707	0,76	2 818 408 856	0,73	29 561	0,82
Saint-Isidore	247 984 374	0,07	258 436 766	0,07	2 490	0,07
Saint-Jean-Baptiste	275 062 523	0,08	289 431 074	0,07	3 053	0,08
Saint-Lazare	1 856 497 510	0,52	1 883 759 512	0,49	17 809	0,49
Saint-Mathias-sur-Richelieu	384 212 996	0,11	395 415 241	0,10	4 553	0,13
Saint-Mathieu	155 006 219	0,04	162 351 174	0,04	1 891	0,05
Saint-Mathieu-de-Beloeil	303 381 870	0,09	333 579 029	0,09	2 375	0,07
Saint-Philippe	470 695 193	0,13	480 826 927	0,12	5 288	0,15
Terrasse-Vaudreuil	160 617 623	0,05	163 111 317	0,04	1 959	0,05
Varennes	2 056 117 233	0,58	2 256 895 265	0,58	21 176	0,59
Vaudreuil-Dorion	2 846 650 367	0,80	3 108 521 751	0,80	27 330	0,76
Vaudreuil-sur-le-Lac	183 145 080	0,05	188 833 964	0,05	1 374	0,04
Verchères	492 279 359	0,14	507 819 101	0,13	5 305	0,15
CMM	**354 650 838 811**	**100,00**	**386 193 609 815**	**100,00**	**3 597 854**	**100,00**

Quotes-parts provisoires

MUNICIPALITÉS	QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2010		QUOTES-PARTS DÉFINITIVES 2009		ÉCART
	%	$	%	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**53,94**	**35 707 568**	**53,94**	**35 707 710**	**- 142**
Baie-D'Urfé[1]	0,31	201 970	0,31	201 975	- 5
Beaconsfield[1]	0,79	522 437	0,79	522 443	- 6
Côte-Saint-Luc[1]	1,08	712 338	1,08	712 342	- 3
Dollard-Des-Ormeaux[1]	1,40	926 765	1,40	926 763	2
Dorval[1]	1,42	940 236	1,42	940 259	- 23
Hampstead[1]	0,42	276 921	0,42	276 927	- 5
Kirkland[1]	0,92	610 691	0,92	610 699	- 8
L'Île-Dorval[1]	0,00	1 415	0,00	1 415	0
Montréal[1]	42,02	27 811 213	42,02	27 811 227	- 15
Montréal-Est[1]	0,34	223 683	0,34	223 689	- 6
Montréal-Ouest[1]	0,21	137 393	0,21	137 395	- 1
Mont-Royal[1]	1,36	903 501	1,36	903 522	- 21
Pointe-Claire[1]	1,54	1 022 526	1,54	1 022 543	- 17
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	0,23	153 987	0,23	153 989	- 2
Senneville[1]	0,11	73 881	0,11	73 883	- 2
Westmount[1]	1,80	1 188 609	1,80	1 188 640	- 31
Laval	**10,46**	**6 925 665**	**10,46**	**6 925 646**	**19**
Agglomération de Longueuil	**10,94**	**7 241 711**	**10,94**	**7 241 692**	**19**
Boucherville	1,73	1 147 848	1,73	1 147 862	- 14
Brossard	2,22	1 470 794	2,22	1 470 795	- 1
Longueuil	5,19	3 434 902	5,19	3 434 857	45
Saint-Bruno-de-Montarville	1,02	672 079	1,02	672 086	- 7
Saint-Lambert	0,78	516 089	0,78	516 092	- 3
Couronne Nord	**13,01**	**8 612 185**	**13,01**	**8 612 123**	**61**
Blainville	1,39	917 265	1,39	917 263	2
Boisbriand	0,72	479 536	0,72	479 534	2
Bois-des-Filion	0,22	145 091	0,22	145 090	1
Charlemagne	0,11	73 270	0,11	73 268	2
Deux-Montagnes	0,34	222 910	0,34	222 905	5
L'Assomption	0,40	261 985	0,40	261 982	3
Lorraine	0,29	189 290	0,29	189 290	0
Mascouche	0,88	583 795	0,88	583 790	5
Mirabel	1,10	726 382	1,10	726 382	0
Oka	0,13	84 529	0,13	84 529	0
Pointe-Calumet	0,11	70 124	0,11	70 122	3
Repentigny	1,88	1 243 703	1,88	1 243 690	13
Rosemère	0,59	391 452	0,59	391 456	- 4
Sainte-Anne-des-Plaines	0,29	189 492	0,29	189 489	3
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0,27	179 941	0,27	179 939	2
Sainte-Thérèse	0,63	417 629	0,63	417 625	4
Saint-Eustache	1,04	688 789	1,04	688 783	6
Saint-Joseph-du-Lac	0,13	88 625	0,13	88 624	1
Saint-Sulpice	0,07	49 113	0,07	49 112	1
Terrebonne	2,43	1 609 265	2,43	1 609 252	14

MUNICIPALITÉS	QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2010		QUOTES-PARTS DÉFINITIVES 2009		ÉCART
	%	$	%	$	$
Couronne Sud	**11,64**	**7 706 221**	**11,64**	**7 706 179**	**42**
Beauharnois	0,23	154 069	0,23	154 065	3
Beloeil	0,50	328 025	0,50	328 023	2
Calixa-Lavallée	0,02	11 683	0,02	11 683	0
Candiac	0,60	394 024	0,60	394 026	- 2
Carignan	0,26	172 698	0,26	172 699	- 1
Chambly	0,58	383 672	0,58	383 669	3
Châteauguay	0,95	627 508	0,95	627 499	9
Contrecoeur	0,20	130 387	0,20	130 388	- 1
Delson	0,20	135 269	0,20	135 268	1
Hudson	0,25	162 921	0,25	162 923	- 2
L'Île-Cadieux	0,01	9 542	0,01	9 542	0
L'Île-Perrot	0,23	154 706	0,23	154 704	2
La Prairie	0,57	376 265	0,57	376 263	3
Léry	0,07	46 512	0,07	46 512	0
Les Cèdres	0,15	98 777	0,15	98 776	1
McMasterville	0,12	78 448	0,12	78 447	1
Mercier	0,24	156 111	0,24	156 109	2
Mont-Saint-Hilaire	0,53	348 007	0,53	348 008	- 1
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	0,28	187 308	0,28	187 307	1
Otterburn Park	0,19	125 447	0,19	125 445	2
Pincourt	0,30	199 533	0,30	199 532	1
Pointe-des-Cascades	0,02	15 051	0,02	15 051	0
Richelieu	0,12	79 823	0,12	79 822	1
Saint-Amable	0,18	120 723	0,18	120 721	2
Saint-Basile-le-Grand	0,38	253 120	0,38	253 117	3
Saint-Constant	0,53	351 281	0,53	351 275	5
Sainte-Catherine	0,35	231 437	0,35	231 433	4
Sainte-Julie	0,79	520 883	0,79	520 880	3
Saint-Isidore	0,07	47 748	0,07	47 748	0
Saint-Jean-Baptiste	0,08	53 481	0,08	53 481	0
Saint-Lazare	0,53	348 015	0,53	348 015	0
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0,11	73 086	0,11	73 085	1
Saint-Mathieu	0,05	30 011	0,05	30 010	0
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,09	61 594	0,09	61 594	- 1
Saint-Philippe	0,13	88 878	0,13	88 878	1
Terrasse-Vaudreuil	0,05	30 156	0,05	30 155	0
Varennes	0,63	416 845	0,63	416 845	0
Vaudreuil-Dorion	0,87	574 430	0,87	574 431	- 1
Vaudreuil-sur-le-Lac	0,05	34 889	0,05	34 889	0
Verchères	0,14	93 860	0,14	93 859	0
Total CMM	**100,00**	**66 193 350**	**100,00**	**66 193 350**	**0**

1. Selon la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19), toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Répartition des quotes-parts provisoires

MUNICIPALITÉS	RÉPARTITION 1		RÉPARTITION 2		RÉPARTITION 3		RÉPARTITION 4A		RÉPARTITION 4B		COTISATIONS CORPORATIVES	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Agglomération de Montréal[1]	**57,20**	**30 748 653**	**38,47**	**4 468 752**	**63,41**	**370 296**	**56,28**	**28 140**	**44,03**	**22 016**	**52,14**	**69 711**
Baie-D'Urfé[1]	0,28	152 413	0,41	47 340	0,31	1 835	0,27	135	0,20	100	0,11	147
Beaconsfield[1]	0,73	393 910	1,05	122 349	0,81	4 744	0,79	396	0,65	326	0,53	712
Côte-Saint-Luc[1]	1,00	536 954	1,44	166 779	1,11	6 466	1,07	535	0,87	434	0,87	1 169
Dollard-Des-Ormeaux[1]	1,30	698 374	1,87	216 916	1,44	8 410	1,36	681	1,09	546	1,37	1 837
Dorval[1]	1,32	709 690	1,90	220 431	1,46	8 547	1,13	566	0,65	325	0,51	678
Hampstead[1]	0,39	208 890	0,56	64 881	0,43	2 516	0,42	212	0,32	158	0,20	265
Kirkland[1]	0,86	460 611	1,23	143 067	0,95	5 547	0,86	428	0,54	269	0,58	770
L'Île-Dorval[1]	0,00	1 069	0,00	332	0,00	13	0,00	1	0,00	0	0,00	0
Montréal[1]	46,12	24 792 306	22,54	2 618 703	51,12	298 565	45,25	22 624	36,10	18 049	45,60	60 965
Montréal-Est[1]	0,31	168 916	0,45	52 465	0,35	2 034	0,25	126	0,00	0	0,11	142
Montréal-Ouest[1]	0,19	103 603	0,28	32 179	0,21	1 248	0,21	103	0,13	67	0,14	193
Mont-Royal[1]	1,27	681 775	1,82	211 760	1,41	8 210	1,26	631	0,84	418	0,53	706
Pointe-Claire[1]	1,43	771 409	2,06	239 601	1,59	9 290	1,34	672	0,85	427	0,84	1 128
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	0,22	116 114	0,31	36 065	0,24	1 398	0,21	105	0,21	105	0,15	200
Senneville[1]	0,10	55 754	0,15	17 317	0,11	671	0,10	52	0,10	51	0,03	36
Westmount[1]	1,67	896 865	2,40	278 567	1,85	10 801	1,74	872	1,48	741	0,57	764
Laval	**9,79**	**5 265 402**	**14,08**	**1 635 441**	**0,00**	**0**	**9,94**	**4 971**	**11,66**	**5 829**	**10,49**	**14 022**
Agglomération de Longueuil	**10,15**	**5 455 770**	**14,59**	**1 694 570**	**11,25**	**65 702**	**10,22**	**5 109**	**12,14**	**6 070**	**10,84**	**14 491**
Boucherville	1,61	865 397	2,31	268 793	1,78	10 422	1,55	775	1,97	987	1,10	1 475
Brossard	2,06	1 108 098	2,96	344 177	2,29	13 344	2,08	1 040	2,84	1 420	2,03	2 714
Longueuil	4,81	2 586 534	6,92	803 381	5,33	31 149	4,89	2 446	5,62	2 809	6,42	8 582
Saint-Bruno-de-Montarville	0,94	506 709	1,35	157 384	1,04	6 102	0,92	462	1,01	505	0,69	916
Saint-Lambert	0,72	389 032	1,04	120 834	0,80	4 685	0,77	385	0,70	350	0,60	803
Couronne Nord	**12,06**	**6 485 737**	**17,34**	**2 014 479**	**13,37**	**78 106**	**12,37**	**6 183**	**17,27**	**8 634**	**14,25**	**19 046**
Blainville	1,29	690 882	1,85	214 589	1,42	8 320	1,34	668	1,98	992	1,36	1 814
Boisbriand	0,67	361 259	0,97	112 208	0,74	4 351	0,66	330	0,79	397	0,74	991
Bois-des-Filion	0,20	109 235	0,29	33 929	0,23	1 315	0,21	104	0,36	178	0,25	330
Charlemagne	0,10	55 136	0,15	17 125	0,11	664	0,11	53	0,16	78	0,16	213
Deux-Montagnes	0,31	167 780	0,45	52 113	0,35	2 021	0,33	167	0,36	181	0,49	649
L'Assomption	0,37	197 239	0,53	61 263	0,41	2 375	0,38	190	0,53	265	0,49	653
Lorraine	0,27	142 645	0,38	44 306	0,29	1 718	0,29	144	0,23	117	0,27	360
Mascouche	0,82	439 419	1,17	136 484	0,91	5 292	0,85	423	1,70	848	0,99	1 329
Mirabel	1,02	547 316	1,46	169 997	1,13	6 591	1,01	506	1,24	618	1,01	1 354
Oka	0,12	63 674	0,17	19 777	0,13	767	0,12	62	0,15	73	0,13	176
Pointe-Calumet	0,10	52 730	0,14	16 378	0,11	635	0,10	52	0,15	74	0,19	254
Repentigny	1,74	936 516	2,50	290 883	1,93	11 278	1,80	902	2,39	1 196	2,19	2 929
Rosemère	0,55	295 104	0,79	91 660	0,61	3 554	0,54	270	0,67	333	0,40	531
Sainte-Anne-des-Plaines	0,27	142 716	0,38	44 328	0,29	1 719	0,27	133	0,20	98	0,37	498
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0,25	135 411	0,36	42 059	0,28	1 631	0,27	134	0,52	258	0,34	449
Sainte-Thérèse	0,59	314 539	0,84	97 696	0,65	3 788	0,60	300	0,71	353	0,71	953
Saint-Eustache	0,96	518 741	1,39	161 122	1,07	6 247	0,97	487	1,21	603	1,19	1 589
Saint-Joseph-du-Lac	0,12	66 754	0,18	20 734	0,14	804	0,13	65	0,16	78	0,14	190
Saint-Sulpice	0,07	36 983	0,10	11 487	0,08	445	0,07	36	0,07	36	0,09	124
Terrebonne	2,25	1 211 658	3,24	376 343	2,50	14 592	2,31	1 155	3,72	1 859	2,74	3 659

MUNICIPALITÉS	RÉPARTITION 1		RÉPARTITION 2		RÉPARTITION 3		RÉPARTITION 4A		RÉPARTITION 4B		COTISATIONS CORPORATIVES	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Couronne Sud	**10,80**	**5 804 088**	**15,52**	**1 802 758**	**11,97**	**69 897**	**11,20**	**5 598**	**14,90**	**7 451**	**12,29**	**16 430**
Beauharnois	0,22	115 963	0,31	36 018	0,24	1 396	0,22	111	0,27	133	0,33	448
Beloeil	0,46	247 064	0,66	76 738	0,51	2 975	0,47	235	0,58	289	0,54	723
Calixa-Lavallée	0,02	8 803	0,02	2 734	0,02	106	0,02	9	0,02	11	0,01	20
Candiac	0,55	296 859	0,79	92 205	0,61	3 575	0,57	286	0,95	474	0,47	625
Carignan	0,24	130 073	0,35	40 401	0,27	1 566	0,26	130	0,47	237	0,22	292
Chambly	0,54	288 852	0,77	89 718	0,60	3 479	0,55	277	0,95	474	0,65	872
Châteauguay	0,88	472 456	1,26	146 745	0,97	5 690	0,91	453	1,11	553	1,20	1 611
Contrecoeur	0,18	98 289	0,26	30 529	0,20	1 184	0,17	85	0,17	84	0,16	217
Delson	0,19	101 901	0,27	31 651	0,21	1 227	0,19	93	0,23	115	0,21	283
Hudson	0,23	122 879	0,33	38 166	0,25	1 480	0,24	122	0,16	78	0,15	196
L'Île-Cadieux	0,01	7 198	0,02	2 236	0,01	87	0,01	7	0,02	10	0,00	5
L'Île-Perrot	0,22	116 485	0,31	36 180	0,24	1 403	0,22	112	0,30	151	0,28	375
La Prairie	0,53	283 322	0,76	88 000	0,58	3 412	0,55	277	0,84	421	0,62	833
Léry	0,07	35 041	0,09	10 884	0,07	422	0,07	35	0,08	42	0,07	88
Les Cèdres	0,14	74 394	0,20	23 107	0,15	896	0,14	71	0,18	91	0,16	218
McMasterville	0,11	59 037	0,16	18 337	0,12	711	0,12	58	0,20	100	0,15	204
Mercier	0,22	117 546	0,31	36 510	0,24	1 416	0,23	115	0,28	139	0,29	386
Mont-Saint-Hilaire	0,49	262 178	0,70	81 433	0,54	3 157	0,51	257	0,76	381	0,45	601
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	0,26	141 082	0,38	43 820	0,29	1 699	0,28	141	0,37	185	0,29	381
Otterburn Park	0,18	94 435	0,25	29 332	0,19	1 137	0,19	95	0,26	130	0,24	318
Pincourt	0,28	150 215	0,40	46 657	0,31	1 809	0,30	148	0,53	267	0,33	438
Pointe-des-Cascades	0,02	11 327	0,03	3 518	0,02	136	0,02	11	0,03	17	0,03	42
Richelieu	0,11	60 100	0,16	18 667	0,12	724	0,12	58	0,16	78	0,15	196
Saint-Amable	0,17	90 834	0,24	28 213	0,19	1 094	0,18	90	0,32	158	0,25	334
Saint-Basile-le-Grand	0,35	190 585	0,51	59 196	0,39	2 295	0,38	188	0,52	258	0,45	598
Saint-Constant	0,49	264 500	0,71	82 154	0,55	3 185	0,51	256	0,55	276	0,68	909
Sainte-Catherine	0,32	174 265	0,47	54 127	0,36	2 099	0,34	168	0,34	172	0,45	606
Sainte-Julie	0,73	392 333	1,05	121 859	0,81	4 725	0,76	380	0,97	487	0,82	1 099
Saint-Isidore	0,07	35 975	0,10	11 174	0,07	433	0,07	35	0,08	38	0,07	93
Saint-Jean-Baptiste	0,07	40 290	0,11	12 514	0,08	485	0,08	39	0,08	40	0,08	113
Saint-Lazare	0,49	262 227	0,70	81 448	0,54	3 158	0,52	262	0,52	259	0,49	662
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0,10	55 043	0,15	17 097	0,11	663	0,11	54	0,12	60	0,13	169
Saint-Mathieu	0,04	22 600	0,06	7 020	0,05	272	0,04	22	0,05	27	0,05	70
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,09	46 435	0,12	14 423	0,10	559	0,09	43	0,09	45	0,07	88
Saint-Philippe	0,12	66 933	0,18	20 789	0,14	806	0,13	66	0,17	87	0,15	197
Terrasse-Vaudreuil	0,04	22 706	0,06	7 052	0,05	273	0,05	23	0,06	29	0,05	73
Varennes	0,58	314 169	0,84	97 581	0,65	3 783	0,58	290	0,47	235	0,59	787
Vaudreuil-Dorion	0,80	432 718	1,16	134 403	0,89	5 211	0,80	401	1,36	681	0,76	1 016
Vaudreuil-sur-le-Lac	0,05	26 286	0,07	8 165	0,05	317	0,05	26	0,09	44	0,04	51
Verchères	0,13	70 690	0,19	21 957	0,15	851	0,14	69	0,19	95	0,15	197
Total CMM	**100,00**	**53 759 650**	**100,00**	**11 616 000**	**100,00**	**584 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**133 700**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Répartition des quotes-parts provisoires par objet

MUNICIPALITÉS	CONSEIL ET COMITÉ EXÉCUTIF	ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ					SERVICE DE LA DETTE
		ADMINISTRATION GÉNÉRALE	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	AMÉNAGEMENT ET TRANSPORT	ENVIRONNEMENT	POLITIQUES ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT	
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**453 026**	**1 168 807**	**977 709**	**821 324**	**823 226**	**351 449**	**1 582 056**
Baie-D'Urfé[1]	2 246	5 793	4 846	4 071	4 081	1 742	7 842
Beaconsfield[1]	5 804	14 973	12 525	10 522	10 546	4 502	20 267
Côte-Saint-Luc[1]	7 911	20 411	17 073	14 343	14 376	6 137	27 627
Dollard-Des-Ormeaux[1]	10 289	26 546	22 206	18 654	18 697	7 982	35 932
Dorval[1]	10 456	26 976	22 566	18 956	19 000	8 112	36 514
Hampstead[1]	3 078	7 940	6 642	5 580	5 593	2 388	10 748
Kirkland[1]	6 786	17 509	14 646	12 303	12 332	5 265	23 699
L'Île-Dorval[1]	16	41	34	29	29	12	55
Montréal[1]	365 270	942 396	788 316	662 225	663 758	283 370	1 275 595
Montréal-Est[1]	2 489	6 421	5 371	4 512	4 522	1 931	8 691
Montréal-Ouest[1]	1 526	3 938	3 294	2 767	2 774	1 184	5 331
Mont-Royal[1]	10 045	25 915	21 678	18 211	18 253	7 793	35 078
Pointe-Claire[1]	11 365	29 323	24 528	20 605	20 653	8 817	39 690
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	1 711	4 414	3 692	3 101	3 109	1 327	5 974
Senneville[1]	821	2 119	1 773	1 489	1 493	637	2 869
Westmount[1]	13 214	34 091	28 517	23 956	24 012	10 251	46 145
Laval	**77 576**	**200 147**	**167 423**	**140 644**	**140 969**	**60 182**	**270 911**
Agglomération de Longueuil	**80 381**	**207 383**	**173 476**	**145 729**	**146 066**	**62 358**	**280 706**
Boucherville	12 750	32 895	27 517	23 116	23 169	9 891	44 526
Brossard	16 326	42 121	35 234	29 598	29 667	12 665	57 013
Longueuil	38 108	98 318	82 244	69 089	69 249	29 563	133 080
Saint-Bruno-de-Montarville	7 465	19 261	16 112	13 535	13 566	5 792	26 071
Saint-Lambert	5 732	14 788	12 370	10 391	10 415	4 447	20 016
Couronne Nord	**95 556**	**246 534**	**206 226**	**173 240**	**173 641**	**74 130**	**333 699**
Blainville	10 179	26 262	21 968	18 454	18 497	7 897	35 547
Boisbriand	5 322	13 732	11 487	9 650	9 672	4 129	18 587
Bois-des-Filion	1 609	4 152	3 473	2 918	2 925	1 249	5 620
Charlemagne	812	2 096	1 753	1 473	1 476	630	2 837
Deux-Montagnes	2 472	6 378	5 335	4 482	4 492	1 918	8 632
L'Assomption	2 906	7 497	6 272	5 268	5 281	2 254	10 148
Lorraine	2 102	5 422	4 536	3 810	3 819	1 630	7 339
Mascouche	6 474	16 703	13 972	11 737	11 764	5 022	22 609
Mirabel	8 064	20 804	17 403	14 619	14 653	6 256	28 160
Oka	938	2 420	2 025	1 701	1 705	728	3 276
Pointe-Calumet	777	2 004	1 677	1 408	1 412	603	2 713
Repentigny	13 798	35 599	29 778	25 015	25 073	10 704	48 185
Rosemère	4 348	11 217	9 383	7 882	7 901	3 373	15 183
Sainte-Anne-des-Plaines	2 103	5 425	4 538	3 812	3 821	1 631	7 343
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	1 995	5 147	4 306	3 617	3 625	1 548	6 967
Sainte-Thérèse	4 634	11 956	10 001	8 402	8 421	3 595	16 183
Saint-Eustache	7 643	19 718	16 494	13 856	13 888	5 929	26 690
Saint-Joseph-du-Lac	983	2 537	2 123	1 783	1 787	763	3 435
Saint-Sulpice	545	1 406	1 176	988	990	423	1 903
Terrebonne	17 852	46 057	38 527	32 364	32 439	13 849	62 341

MUNICIPALITÉS	CONSEIL ET COMITÉ EXÉCUTIF	ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ					SERVICE DE LA DETTE
		ADMINISTRATION GÉNÉRALE	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	AMÉNAGEMENT ET TRANSPORT	ENVIRONNEMENT	POLITIQUES ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT	
	$	$	$	$	$	$	$
Couronne Sud	**85 513**	**220 623**	**184 551**	**155 032**	**155 391**	**66 339**	**298 627**
Beauharnois	1 708	4 408	3 687	3 097	3 105	1 325	5 966
Beloeil	3 640	9 391	7 856	6 599	6 615	2 824	12 712
Calixa-Lavallée	130	335	280	235	236	101	453
Candiac	4 374	11 284	9 439	7 929	7 948	3 393	15 274
Carignan	1 916	4 944	4 136	3 474	3 482	1 487	6 692
Chambly	4 256	10 980	9 185	7 716	7 733	3 302	14 862
Châteauguay	6 961	17 959	15 023	12 620	12 649	5 400	24 308
Contrecoeur	1 448	3 736	3 125	2 625	2 631	1 123	5 057
Delson	1 501	3 873	3 240	2 722	2 728	1 165	5 243
Hudson	1 810	4 671	3 907	3 282	3 290	1 404	6 322
L'Île-Cadieux	106	274	229	192	193	82	370
L'Île-Perrot	1 716	4 428	3 704	3 111	3 119	1 331	5 993
La Prairie	4 174	10 770	9 009	7 568	7 585	3 238	14 577
Léry	516	1 332	1 114	936	938	401	1 803
Les Cèdres	1 096	2 828	2 365	1 987	1 992	850	3 828
McMasterville	870	2 244	1 877	1 577	1 581	675	3 038
Mercier	1 732	4 468	3 738	3 140	3 147	1 344	6 048
Mont-Saint-Hilaire	3 863	9 966	8 336	7 003	7 019	2 997	13 489
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2 079	5 363	4 486	3 768	3 777	1 613	7 259
Otterburn Park	1 391	3 590	3 003	2 522	2 528	1 079	4 859
Pincourt	2 213	5 710	4 776	4 012	4 022	1 717	7 729
Pointe-des-Cascades	167	431	360	303	303	129	583
Richelieu	885	2 285	1 911	1 605	1 609	687	3 092
Saint-Amable	1 338	3 453	2 888	2 426	2 432	1 038	4 674
Saint-Basile-le-Grand	2 808	7 244	6 060	5 091	5 102	2 178	9 806
Saint-Constant	3 897	10 054	8 410	7 065	7 081	3 023	13 609
Sainte-Catherine	2 567	6 624	5 541	4 655	4 666	1 992	8 966
Sainte-Julie	5 780	14 913	12 475	10 480	10 504	4 484	20 186
Saint-Isidore	530	1 367	1 144	961	963	411	1 851
Saint-Jean-Baptiste	594	1 531	1 281	1 076	1 079	461	2 073
Saint-Lazare	3 863	9 968	8 338	7 004	7 021	2 997	13 492
Saint-Mathias-sur-Richelieu	811	2 092	1 750	1 470	1 474	629	2 832
Saint-Mathieu	333	859	719	604	605	258	1 163
Saint-Mathieu-de-Beloeil	684	1 765	1 477	1 240	1 243	531	2 389
Saint-Philippe	986	2 544	2 128	1 788	1 792	765	3 444
Terrasse-Vaudreuil	335	863	722	606	608	260	1 168
Varennes	4 629	11 942	9 990	8 392	8 411	3 591	16 164
Vaudreuil-Dorion	6 375	16 448	13 759	11 558	11 585	4 946	22 264
Vaudreuil-sur-le-Lac	387	999	836	702	704	300	1 352
Verchères	1 041	2 687	2 248	1 888	1 893	808	3 637
Total CMM	**792 051**	**2 043 493**	**1 709 385**	**1 435 969**	**1 439 293**	**614 459**	**2 766 000**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Répartition des quotes-parts provisoires par objet (suite)

MUNICIPALITÉS	INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT						
	LOGEMENT SOCIAL	ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL	ÉQUIPEMENT LAVAL	FONDS DE DÉVELOPPEMENT MÉTROPOLITAIN	MONTRÉAL INTERNATIONAL	FONDS DE COMPÉTITIVITÉ	COTISATIONS CORPORATIVES
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**21 711 230**	**4 468 752**	**370 296**	**50 156**	**1 830 289**	**1 029 537**	**69 711**
Baie-D'Urfé[1]	107 617	47 340	1 835	235	9 072	5 103	147
Beaconsfield[1]	278 135	122 349	4 744	723	23 447	13 189	712
Côte-Saint-Luc[1]	379 136	166 779	6 466	970	31 962	17 978	1 169
Dollard-Des-Ormeaux[1]	493 113	216 916	8 410	1 228	41 570	23 383	1 837
Dorval[1]	501 103	220 431	8 547	891	42 244	23 762	678
Hampstead[1]	147 494	64 881	2 516	370	12 434	6 994	265
Kirkland[1]	325 232	143 067	5 547	697	27 418	15 422	770
L'Île-Dorval[1]	755	332	13	1	64	36	0
Montréal[1]	17 505 529	2 618 703	298 565	40 673	1 475 742	830 105	60 965
Montréal-Est[1]	119 269	52 465	2 034	126	10 055	5 656	142
Montréal-Ouest[1]	73 153	32 179	1 248	170	6 167	3 469	193
Mont-Royal[1]	481 393	211 760	8 210	1 049	40 582	22 827	706
Pointe-Claire[1]	544 682	239 601	9 290	1 099	45 917	25 829	1 128
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	81 986	36 065	1 398	211	6 912	3 888	200
Senneville[1]	39 367	17 317	671	102	3 319	1 867	36
Westmount[1]	633 265	278 567	10 801	1 612	53 385	30 029	764
Laval	**3 717 833**	**1 635 441**	**0**	**10 799**	**313 419**	**176 298**	**14 022**
Agglomération de Longueuil	**3 852 249**	**1 694 570**	**65 702**	**11 179**	**324 750**	**182 672**	**14 491**
Boucherville	611 045	268 793	10 422	1 761	51 512	28 976	1 475
Brossard	782 414	344 177	13 344	2 460	65 959	37 102	2 714
Longueuil	1 826 319	803 381	31 149	5 256	153 961	86 603	8 582
Saint-Bruno-de-Montarville	357 780	157 384	6 102	968	30 161	16 966	916
Saint-Lambert	274 691	120 834	4 685	735	23 157	13 026	803
Couronne Nord	**4 579 496**	**2 014 479**	**78 106**	**14 817**	**386 058**	**217 158**	**19 046**
Blainville	487 823	214 589	8 320	1 660	41 124	23 132	1 814
Boisbriand	255 080	112 208	4 351	728	21 504	12 096	991
Bois-des-Filion	77 129	33 929	1 315	282	6 502	3 657	330
Charlemagne	38 931	17 125	664	131	3 282	1 846	213
Deux-Montagnes	118 467	52 113	2 021	348	9 987	5 618	649
L'Assomption	139 268	61 263	2 375	456	11 740	6 604	653
Lorraine	100 720	44 306	1 718	261	8 491	4 776	360
Mascouche	310 268	136 484	5 292	1 271	26 156	14 713	1 329
Mirabel	386 453	169 997	6 591	1 124	32 579	18 325	1 354
Oka	44 960	19 777	767	135	3 790	2 132	176
Pointe-Calumet	37 232	16 378	635	126	3 139	1 766	254
Repentigny	661 262	290 883	11 278	2 097	55 745	31 357	2 929
Rosemère	208 369	91 660	3 554	603	17 566	9 881	531
Sainte-Anne-des-Plaines	100 770	44 328	1 719	231	8 495	4 778	498
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	95 612	42 059	1 631	391	8 060	4 534	449
Sainte-Thérèse	222 092	97 696	3 788	653	18 723	10 531	953
Saint-Eustache	366 277	161 122	6 247	1 089	30 878	17 369	1 589
Saint-Joseph-du-Lac	47 134	20 734	804	143	3 973	2 235	190
Saint-Sulpice	26 113	11 487	445	73	2 201	1 238	124
Terrebonne	855 536	376 343	14 592	3 014	72 123	40 569	3 659

MUNICIPALITÉS	INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT						
	LOGEMENT SOCIAL	ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL	ÉQUIPEMENT LAVAL	FONDS DE DÉVELOPPEMENT MÉTROPOLITAIN	MONTRÉAL INTERNATIONAL	FONDS DE COMPÉTITIVITÉ	COTISATIONS CORPORATIVES
	$	$	$	$	$	$	$
Couronne Sud	**4 098 192**	**1 802 758**	**69 897**	**13 049**	**345 484**	**194 335**	**16 430**
Beauharnois	81 880	36 018	1 396	243	6 903	3 883	448
Beloeil	174 449	76 738	2 975	524	14 706	8 272	723
Calixa-Lavallée	6 215	2 734	106	20	524	295	20
Candiac	209 608	92 205	3 575	760	17 670	9 940	625
Carignan	91 843	40 401	1 566	366	7 742	4 355	292
Chambly	203 955	89 718	3 479	752	17 194	9 671	872
Châteauguay	333 595	146 745	5 690	1 006	28 123	15 819	1 611
Contrecoeur	69 401	30 529	1 184	169	5 851	3 291	217
Delson	71 951	31 651	1 227	207	6 066	3 412	283
Hudson	86 763	38 166	1 480	200	7 314	4 114	196
L'Île-Cadieux	5 082	2 236	87	17	428	241	5
L'Île-Perrot	82 249	36 180	1 403	262	6 934	3 900	375
La Prairie	200 050	88 000	3 412	698	16 865	9 486	833
Léry	24 742	10 884	422	77	2 086	1 173	88
Les Cèdres	52 529	23 107	896	162	4 428	2 491	218
McMasterville	41 685	18 337	711	159	3 514	1 977	204
Mercier	82 998	36 510	1 416	254	6 997	3 936	386
Mont-Saint-Hilaire	185 120	81 433	3 157	638	15 606	8 778	601
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	99 616	43 820	1 699	326	8 398	4 724	381
Otterburn Park	66 679	29 332	1 137	225	5 621	3 162	318
Pincourt	106 065	46 657	1 809	415	8 941	5 030	438
Pointe-des-Cascades	7 998	3 518	136	28	674	379	42
Richelieu	42 436	18 667	724	136	3 577	2 012	196
Saint-Amable	64 137	28 213	1 094	248	5 407	3 041	334
Saint-Basile-le-Grand	134 570	59 196	2 295	446	11 344	6 381	598
Saint-Constant	186 760	82 154	3 185	532	15 744	8 856	909
Sainte-Catherine	123 046	54 127	2 099	340	10 373	5 835	606
Sainte-Julie	277 022	121 859	4 725	867	23 353	13 136	1 099
Saint-Isidore	25 402	11 174	433	73	2 141	1 205	93
Saint-Jean-Baptiste	28 448	12 514	485	79	2 398	1 349	113
Saint-Lazare	185 155	81 448	3 158	521	15 609	8 780	662
Saint-Mathias-sur-Richelieu	38 865	17 097	663	114	3 276	1 843	169
Saint-Mathieu	15 958	7 020	272	49	1 345	757	70
Saint-Mathieu-de-Beloeil	32 788	14 423	559	88	2 764	1 555	88
Saint-Philippe	47 261	20 789	806	153	3 984	2 241	197
Terrasse-Vaudreuil	16 032	7 052	273	51	1 352	760	73
Varennes	221 830	97 581	3 783	525	18 701	10 519	787
Vaudreuil-Dorion	305 537	134 403	5 211	1 082	25 757	14 488	1 016
Vaudreuil-sur-le-Lac	18 561	8 165	317	70	1 565	880	51
Verchères	49 914	21 957	851	164	4 208	2 367	197
Total CMM	**37 959 000**	**11 616 000**	**584 000**	**100 000**	**3 200 000**	**1 800 000**	**133 700**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Contributions provisoires facturées aux municipalités liées de l'agglomération de Montréal en vertu de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c.19)

MUNICIPALITÉS	RÉPARTITION 1	RÉPARTITION 2 (ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL)	RÉPARTITION 3 (ÉQUIPEMENT LAVAL)	RÉPARTITION 4A (RFU)	RÉPARTITION 4B (CROISSANCE RFU)	COTISATIONS CORPORATIVES	TOTAL
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal	**30 748 653**	**4 468 752**	**370 296**	**28 140**	**22 016**	**69 711**	**35 707 568**
Baie-D'Urfé	152 413		1 835	135	100	147	154 630
Beaconsfield	393 910		4 744	396	326	712	400 088
Côte-Saint-Luc	536 954		6 466	535	434	1 169	545 559
Dollard-Des-Ormeaux	698 374		8 410	681	546	1 837	709 849
Dorval	709 690		8 547	566	325	678	719 805
Hampstead	208 890		2 516	212	158	265	212 040
Kirkland	460 611		5 547	428	269	770	467 625
L'Île-Dorval	1 069		13	1	0	0	1 083
Montréal	24 792 306	4 468 752	298 565	22 624	18 049	60 965	29 661 262
Montréal-Est	168 916		2 034	126	0	142	171 218
Montréal-Ouest	103 603		1 248	103	67	193	105 214
Mont-Royal	681 775		8 210	631	418	706	691 741
Pointe-Claire	771 409		9 290	672	427	1 128	782 926
Sainte-Anne-de-Bellevue	116 114		1 398	105	105	200	117 922
Senneville	55 754		671	52	51	36	56 564
Westmount	896 865		10 801	872	741	764	910 042

Selon la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération.

BILAN ÉCONOMIQUE MÉTROPOLITAIN DE 2009

Une récession légère et peut-être déjà terminée

L'économie métropolitaine traverse selon toute vraisemblance une récession légère en 2009, moins forte qu'aux États-Unis et qu'au Canada. Selon le Conference Board du Canada, le produit intérieur brut réel de la région métropolitaine devrait diminuer de 0,5 % en 2009. L'emploi, qui avait reculé légèrement l'an dernier, devrait baisser de 0,9 % en 2009. Un recul de l'activité économique ne s'était pas produit depuis 1991.

La crise financière et le ralentissement économique mondial qu'elle a déclenché ont eu un impact sur plusieurs pans de l'économie métropolitaine. La crise financière et la baisse de la demande de logements ont comprimé les services financiers. Les exportations ont souffert de la baisse de la demande mondiale. La baisse du trafic aérien a déprimé les transporteurs aériens et l'industrie aéronautique. L'industrie touristique a subi la réduction du nombre de voyageurs.

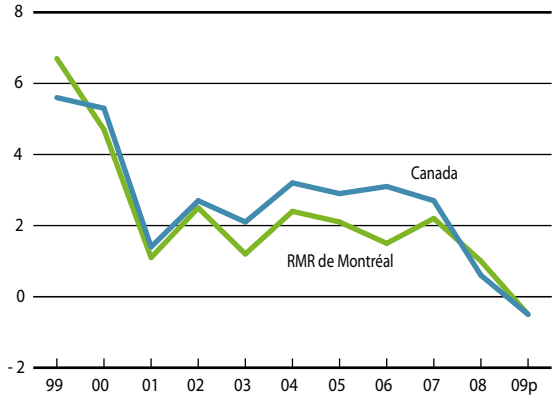
Les consommateurs, qui étaient le principal soutien de la croissance dans les années 2000, ont perdu confiance et diminué leurs achats de biens et de services. Les faillites personnelles ont grimpé pour une quatrième année consécutive. De plus, les difficultés économiques ont asséché le flot des immobilisations privées, qui diminuent depuis 2008.

Cela étant dit, la récession est moins prononcée dans la région métropolitaine qu'aux États-Unis ou qu'en Ontario. L'emploi devrait diminuer de 1,8 % dans le reste du Canada et de 3,6 % aux États-Unis, comparé à 0,9 % à Montréal. Certains fondamentaux demeurent solides. Malgré la hausse du taux de chômage, les salaires ont augmenté, ce qui suggère que les travailleurs se déplacent vers des postes plus qualifiés. Le recul du marché résidentiel a été modéré. La construction de logements revient graduellement à un niveau normal et la réfection des infrastructures publiques prend le relais. Les surplus, qui avaient miné le marché des bureaux dans les années 1990, sont inexistants dans le cycle économique actuel.

Enfin, les indicateurs qui sortent actuellement — ventes au détail, ventes résidentielles et livraisons manufacturières de juin 2009 — montrent des signes d'expansion et suggèrent que la récession pourrait être terminée.

Produit intérieur brut (aux prix de base)

Variation en dollars constants, %

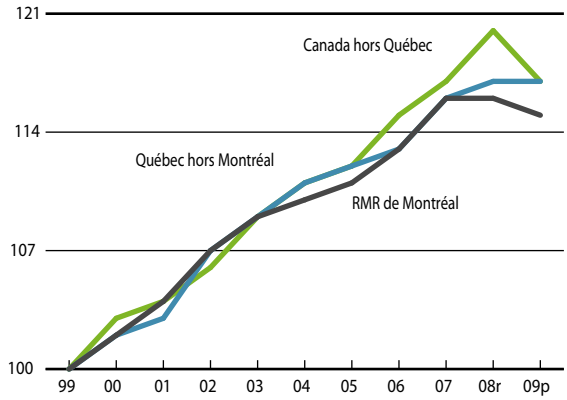


Sources : Conference Board du Canada et Statistique Canada

p : prévision

Emploi

Indice, 1999 = 100



Source : Stastitique Canada

p : prévision

Indicateurs économiques annuels de la RMR de Montréal

	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Population	000	3 462	3 496	3 533	3 573	3 605	3 637	3 665	3 685	3 721	3 751	3 781
Population (limites de 2006)	000	3 438	3 471	3 507	3 547	3 579	3 610	3 637	3 656	3 691	3 720	3 750
Migration nette	000	12,5	19,1	23,4	27,6	19,6	18,5	14,0	16,5	18,8	23,9	25,0
Internationale et interprovinciale	000	13,7	17,3	24,1	29,4	27,0	34,7	31,1	27,8	28,8	29,3	30,0
Intraprovinciale	000	3,3	4,4	2,5	- 0,9	- 6,1	- 10,6	- 9,0	- 8,6	- 6,8	- 6,8	- 5,0
Marché du travail	Moyenne											
Population active	000	1 799	1 820	1 854	1 928	1 976	1 976	1 997	2 027	2 045	2 053	2 078
Emploi	000	1 642	1 677	1 700	1 763	1 788	1 805	1 824	1 857	1 903	1 900	1 882
Taux d'emploi	%	59,5	60,1	60,1	61,6	61,8	61,6	61,5	61,8	62,7	62,0	60,7
Taux de chômage	%	8,7	7,8	8,3	8,6	9,5	8,7	8,7	8,4	7,0	7,4	9,4
Assurance-chômage[1]	000	54,6	50,6	54,4	58,5	60,4	58,4	53,7	53,2	49,7	46,0	64,0
Aide sociale[2,e]	000	104,7	95,5	90,0	88,5	86,1	83,4	79,1	76,7	76,6	75,9	78,5

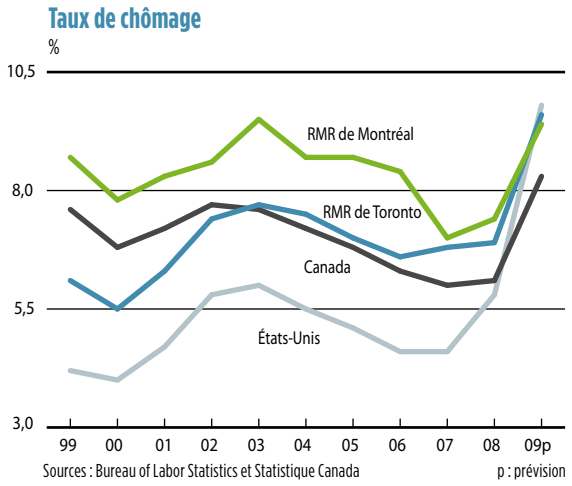
	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Emploi sectoriel	Moyenne											
Primaire et services publics	000	23	25	21	24	25	21	22	26	28	23	23
Construction	000	55	57	57	69	70	69	81	79	86	97	79
Fabrication	000	320	310	311	314	289	298	285	268	243	242	255
Biens non durables		161	149	158	149	152	150	145	133	119	118	137
Biens durables		157	161	153	165	136	146	142	135	124	124	119
Commerce de gros	000	79	80	71	72	83	91	87	87	104	91	100
Commerce de détail	000	186	198	208	222	234	225	231	233	237	225	207
Transport et entreposage	000	85	88	95	83	92	94	83	89	91	99	88
Finance, assurances, imm. et location	000	102	104	103	112	117	123	117	130	136	132	113
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	126	127	136	138	138	149	150	160	172	175	181
Gestion et soutien à la gestion	000	55	63	60	73	65	61	74	82	81	73	80
Enseignement	000	118	107	108	120	124	117	132	132	137	133	135
Santé et assistance sociale	000	159	176	182	191	200	210	205	222	211	223	229
Information, culture et loisirs	000	94	90	99	103	98	102	107	102	107	111	116
Hébergement et restauration	000	84	94	93	87	100	93	99	96	108	114	107
Autres services	000	81	78	71	71	76	76	76	72	82	82	92
Administration publique	000	77	81	86	86	79	77	76	78	78	81	84
Immobilisations	Total											
RMR de Montréal[3]	M$			20 348	19 761	18 713[3]	23 915	23 408	23 704	25 448	26 862	27 050
Par type de dépense												
• Construction				10 640	11 021	11 534[3]	14 571	14 232	14 267	15 622	17 090	17 132
• Machines et équipement				9 708	8 740	7 180[3]	9 345	9 176	9 438	9 826	9 771	9 918
Par type d'entreprise												
• Privée				16 623	15 630	14 285[3]	19 087	18 611	19 094	20 184	19 874	19 331
• Publique				3 725	4 131	4 428	4 828	4 797	4 610	5 264	6 988	7 719
Par secteur économique												
• Manufacturier et construction				3 121	2 622	2 280[3]	2 265	2 372	2 282e	2 175e	2 262e	2 707e
• Tertiaire				11 770	10 698	9 150	12 387	12 252	12 578	13 832	15 003	14 983
Grande région de Montréal[3, 4]	M$	21 295[3]	21 650[3]	23 397[3]	24 831[3]	25 310[3]	30 273	29 575	30 471	32 378	33 742	33 923
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	12 366	12 766	13 300	20 554	24 321	28 673	25 317	22 813	23 233	21 927	16 700
Propriétaires-occupants		7 439	7 551	7 868	11 600	11 702	12 177	9 872	9 224	9 949	8 953	6 000
Copropriété		3 219	3 539	3 763	5 687	7 893	10 053	8 758	8 050	7 361	8 280	5 600
Locatif et autres		1 708	1 676	1 669	3 267	4 726	6 443	6 687	5 539	5 923	4 694	5 100
Permis de construction	M$ 2002	3 217	3 390	4 327	4 604	5 146	5 762	5 153	5 130	5 334	4 947	4 070
Résidentiel		1 690	1 721	1 945	2 731	3 366	4 023	3 611	3 358	3 331	3 285	2 580
Commercial		788	814	1530	1009	1055	920	843	1032	1097	1052	820
Industriel		476	518	489	327	243	292	388	308	359	250	140
Institutionnel et gouvernemental		262	337	364	537	482	527	310	432	547	360	530
Permis de construction	M$	2 935	3 240	4 218	4 604	5 278	6 233	5 840	6 034	6 498	6 411	5 400
Résidentiel		1 536	1 638	1 892	2 731	3 453	4 357	4 095	3 955	4 064	4 247	3 400
Commercial		725	784	1494	1009	1082	991	951	1209	1328	1368	1100
Industriel		433	494	477	327	250	319	446	368	444	333	200
Institutionnel et gouvernemental		241	323	355	537	493	566	347	502	662	463	700
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	28 280	29 914	34 448	36 826	35 892	36 574	37 158	38 016	43 543	40 347	38 700
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	3,0	1,5	0,6	0,7	1,0	1,5	2,0	2,7	2,9	2,4	2,6
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin	14,0	11,1	12,8	13,6	14,1	13,9	12,6	11,9	9,4	8,2	10,1
Grand centre-ville	%, fin	12,3	8,6	11,1	11,7	12,5	13,0	11,6	10,1	6,9	5,7	8,5
Périphérie et banlieue	%, fin	17,1	15,8	16,2	17,5	17,4	15,5	14,4	15,4	14,1	12,8	13,0
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin	3,3	2,2	4,0	6,7	7,6	7,6	7,5	7,7	8,2	9,0	9,3
Prix et taux d'intérêt	Moyenne											
Prix à la consommation, indice	2002=100	93,5	95,7	98,0	100,0	102,4	104,4	106,7	108,6	110,3	112,6	113,2
Hausse en 1 an	%	1,6	2,3	2,4	2,0	2,4	1,9	2,2	1,8	1,6	2,1	0,5
Salaire hebdomadaire moyen	$	584,5	597,2	620,1	629,2	635,7	665,0	678,0	691,5	703,3	728,1	754,0
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	126,2	132,3	137,9	158,2	188,0	213,1	227,2	238,0	251,5	259,7	267,0
Loyer, logement de 2 chambres	$	506	509	529	552	575	594	616	636	647	659	672
Prêts hypothécaires, 5 ans	%, fin	8,25	7,95	6,85	6,70	4,50	6,50	6,30	6,45	7,54	6,75	6,00
Autres												
Ventes au détail	Total, M$	28 860e	30 350e	31 420e	33 050e	34 850e	36 281	38 151	39 551	40 900	42 240	41 600
Dollars constants	M$ 2002	30 866e	31 714e	32 061e	33 050e	34 033e	34 752	35 756	36 419	37 081	37 513	36 749
Faillites personnelles	Nombre	11 676	11 563	12 096	10 869	11 212	11 397	11 147	11 791	12 288	13 909	17 900
Faillites commerciales	Nombre	1 354	1 231	1 172	989	938	875	791	904	958	1 137	1 050
Trafic du port, total	M tonnes	20,63	20,73	19,12	18,72	20,78	23,64	24,34	25,11	26,02	27,02	24,40
Conteneurs	M tonnes	9,15	9,21	8,72	9,45	9,76	10,85	11,14	11,34	12,41	13,32	11,00
Trafic des aéroports[5]	M pass.	9,91	10,24	9,86	9,10	9,26	10,68	11,25	11,82	12,82	12,81	11,90
Taux d'occupation des hôtels	%	70,7	71,3	67,9	68,4	64,5	66,7	67,4	67,6	67,1	65,1	58,4

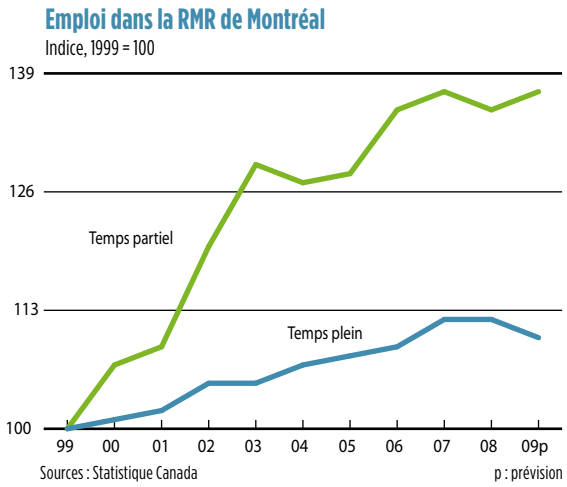
1. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
2. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
3. Données de l'ISQ ajustées par la CMM de 1998 à 2005.
4. Île-de-Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.
5. Nombre de passagers non payants estimé avant 2007.
e. Estimation réalisée le 27 août 2009.

Sources: Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale – Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Desjarlais Prévost, CB Richard Ellis, Banque du Canada, Industrie Canada, Port de Montréal, Aéroports de Montréal, Ass. des hôtels du Grand Montréal.

Remontée du chômage

Les pertes d'emploi font grimper le taux de chômage de 2 points de pourcentage, à 9,4 % en 2009. La récession frappe plus violemment les États-Unis, où le taux de chômage saute de 4 points, ainsi que Toronto (+ 2,7 points) et le cœur industriel du Sud de l'Ontario, qui sont fortement intégrés à l'économie américaine et dont le principal exportateur, l'industrie automobile, est en crise. Situation inhabituelle, Montréal, qui a longtemps été championne au palmarès du sous-emploi nord-américain, pourrait se retrouver en 2009 avec un taux de chômage inférieur à la moyenne américaine et au niveau torontois.





Hausse des salaires

Le recul de l'emploi se fait entièrement dans les postes à temps plein. Pourtant, il n'est pas sûr que la qualité des emplois ait décliné, comme lors des récessions passées. Les salaires, qui avaient stagné pendant la majeure partie de la décennie, se sont mis à croître dès 2008. Le salaire hebdomadaire moyen augmente de 3,1% en termes réels dans la région métropolitaine en 2009, un rythme supérieur à celui du Canada.

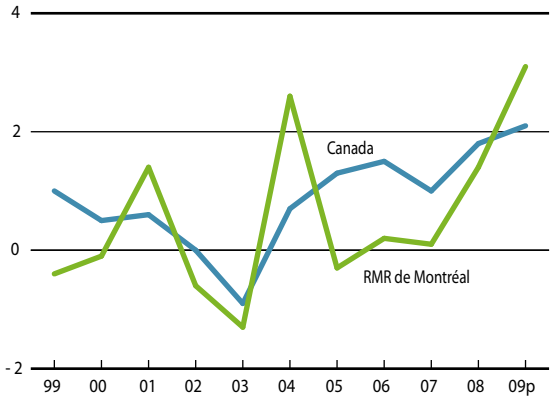
Ceci suggère que l'emploi diminue davantage dans les professions à salaires faibles que dans celles à salaires élevés. En effet, il diminue dans des professions moins payantes comme le personnel de la vente et des services, les secrétaires, les manœuvres en construction, le personnel de bureau, le personnel de l'hébergement et les caissières. Par ailleurs, il grimpe dans des professions bien payées comme le personnel professionnel des arts, le personnel technique en sciences naturelles et les cadres.

Poussée des femmes sur le marché du travail

Le principal facteur derrière ce déplacement de l'emploi vers des professions mieux rémunérées est l'essor des femmes sur le marché du travail. Cela fait longtemps que les femmes se scolarisent à un rythme plus élevé que les hommes et que leur taux d'activité progresse tandis que celui des hommes décline. La récession accélère cette tendance. Parmi les groupes d'âge les plus attachés au marché du travail, les 25-54 ans, l'emploi des femmes devrait augmenter de 3,7 % en 2009 tandis que celui des hommes devrait diminuer de 4,4 %. L'obtention par ces femmes de postes de plus en plus qualifiés contribue à augmenter le niveau des salaires dans la région métropolitaine.

Salaire hebdomadaire moyen

Variation en dollars constants, %



Sources : Statistique Canada

p : prévision

Emploi dans la RMR de Montréal

Variation estimée en 2009 en %

GROUPE D'ÂGE	FEMMES	HOMMES	LES 2 SEXES
15-24 ans	- 1,0	- 3,3	- 2,1
25-54 ans	**+ 3,7**	- 4,4	- 0,6
55-64 ans	- 0,6	- 4,3	- 2,6
15 ans et plus	**+ 1,7**	- 3,3	- 0,9

Source : Statistique Canada

Les aliments propulsent l'emploi manufacturier

De manière surprenante, l'industrie manufacturière augmente ses effectifs de 5 % en 2009. Or, la plupart des industries réduisent leurs livraisons en 2009. La hausse de la main-d'œuvre reflète l'embauche dans l'industrie des aliments et des boissons, ainsi que la croissance de l'emploi à la fin de 2008, qui augmente la moyenne annuelle de 2009. Par ailleurs, le taux de change avait offert un répit aux exportateurs en 2008, mais il a recommencé à s'apprécier au printemps 2009.

L'industrie des aliments et des boissons augmente ses effectifs de près de 30 % en 2009. Pendant les années 2000, l'industrie des aliments est, avec l'aéronautique, la seule industrie majeure qui ne décline pas dans la région métropolitaine de Montréal. Le marché des aliments fabriqués dans la région métropolitaine est local : Québec et Ontario surtout. L'industrie des aliments bénéficie, depuis au moins dix ans, de la hausse de l'emploi et du revenu des consommateurs. Une population qui s'enrichit demande davantage d'aliments transformés et de qualité. De plus, des ménages plus petits, dont les membres travaillent à l'extérieur, achètent davantage de mets préparés. La croissance touche la production de produits laitiers et de boissons gazeuses. Par contre, les aliments jugés moins bons pour la santé, comme les croustilles et autres aliments à grignoter, perdent la faveur des consommateurs.

Stimulée par l'investissement en outillage des manufacturiers, l'industrie des machines a augmenté sa production en 2009. Tous les pans de l'industrie embauchent, sauf les producteurs de moteurs.

L'industrie des plastiques récupère une partie du terrain perdu en 2008, alors que la baisse des exportations vers les États-Unis, la chute du marché automobile et la forte expansion des prix du pétrole, sa matière première principale, avaient forcé une contraction de l'industrie. Les producteurs bénéficient actuellement de la baisse du prix du pétrole et de la progression de l'industrie des aliments et des boissons.

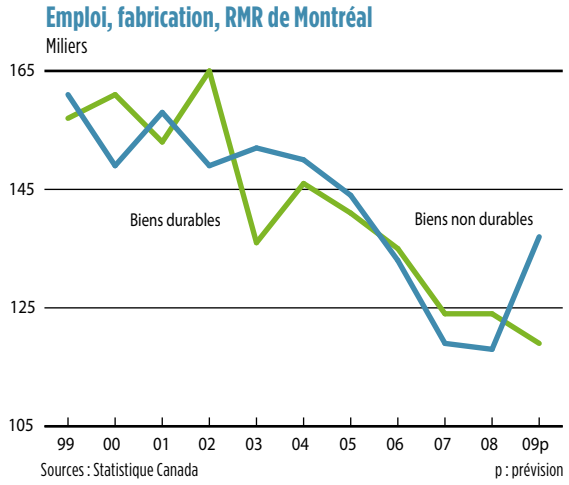
L'industrie pétrolière est en expansion depuis deux ans, selon les données de l'enquête sur la population active. L'industrie du bois augmente sa main-d'œuvre, surtout les fabricants de menuiseries préfabriquées.

L'industrie aéronautique, qui était en expansion accélérée en 2008, a été touchée par les annulations de commandes à la fin de l'année et a dû réduire ses effectifs au début de 2009. Cependant, les constructeurs aéronautiques ont réembauché au printemps. Le recul du trafic aérien s'amenuise et les commandes commencent à reprendre. Les effectifs de l'industrie du matériel de transport, qui avaient bondi de 31 % en 2008, devraient continuer d'augmenter de 8 % en 2009. Cependant, les livraisons (québécoises) de produits aérospatiaux devraient diminuer de 12 %.

L'industrie du vêtement, en contraction depuis 1999, réduit ses livraisons de 20 % en 2009. Par contre, les effectifs demeurent presque inchangés.

L'industrie des technologies de l'information et des communications continue à perdre des plumes en 2009, tant les fabricants de produits électroniques que ceux de matériel électrique. L'industrie des produits pharmaceutiques et des produits chimiques est en recul, particulièrement la production de résines de synthèse. Les livraisons de produits chimiques devraient chuter du tiers en 2009, celles de médicaments devraient demeurer stables.

La plupart des autres industries perdent des effectifs : les matériaux de construction, le meuble, le papier, les articles de sport et les bijoux.



Recul des services financiers

La récession a d'abord touché les services financiers. Bien que les services financiers soient moins développés à Montréal que dans d'autres métropoles comme Toronto et que le secteur financier se soit avéré plus solide au Canada qu'aux États-Unis, c'est le secteur qui subit, avec la construction, la plus forte contraction. L'emploi y diminue de 15 % en 2009. La plupart des segments du secteur sont touchés, sauf les assurances. De plus, le ralentissement de la demande immobilière provoque un recul des services immobiliers, en particulier la location d'immeubles.

La chute de la construction provoque une baisse de 18 % du nombre d'ouvriers. Hormis le secteur institutionnel et public, tous les créneaux de l'industrie sont en recul. Le programme d'infrastructures du gouvernement du Québec amoindrit la chute mais ne l'annule pas.

Consommation, tourisme et transport en contraction

Les services à la consommation ont subi l'effet cumulé de la baisse de la consommation et du tourisme. La hausse du chômage et la détérioration de la confiance des ménages ont freiné la consommation. Le commerce de détail a dû réduire sa main-d'œuvre de 8 %. La récession mondiale a fait chuter le nombre de voyages. L'emploi a donc diminué de 6 % dans l'hébergement et la restauration.

Le recul du tourisme et du commerce international a réduit les activités de transport. La main-d'œuvre recule de 11 %. La baisse des taux d'occupation des avions a forcé les transporteurs aériens à faire des mises à pied.

Soutien du secteur public

En plus de certaines industries manufacturières, une variété de secteurs économiques résiste bien aux déboires économiques, en premier lieu, le secteur public et parapublic, mais aussi certains services à la production, comme les services professionnels et le soutien à la gestion, et certains services à la consommation, comme la réparation et les ménages privés, et l'information et les loisirs.

En plus de leurs investissements en infrastructure, les gouvernements ont soutenu l'économie par l'embauche en administration publique et dans les réseaux de services sociaux, de santé et d'enseignement qu'ils financent. En 2009, les effectifs augmentent de 4 % dans l'administration publique, de 3 % en santé et en assistance sociale et de 2 % en éducation. L'embauche a été soutenue dans les hôpitaux, les garderies et les écoles primaires et secondaires.

Les services informatiques anticycliques

Les services professionnels augmentent leurs effectifs de 4 % en 2009, sous l'impulsion des services informatiques. Ce créneau résiste bien aux récessions car, dans leurs efforts d'améliorer leur productivité, les entreprises ont tendance à confier leurs besoins informatiques à des sociétés spécialisées. Les restructurations d'entreprises stimulent aussi la demande de services de comptabilité et de gestion-conseil. Par contre, les sociétés de génie-conseil et d'environnement, comme SNC-Lavalin, et les cabinets d'avocats, qui avaient fortement augmenté leur chiffre d'affaires au cours des deux dernières années, font la pause en 2009.

Le groupe du soutien à la gestion connaît une remontée surprenante, de l'ordre de 9 % en 2009. Ce groupe comprend les services de sécurité et d'entretien des immeubles, qui sont vraisemblablement à la source de cette poussée. Cependant, les sièges sociaux de la métropole continuent à perdre des effectifs, particulièrement ceux des sociétés papetières et pharmaceutiques.

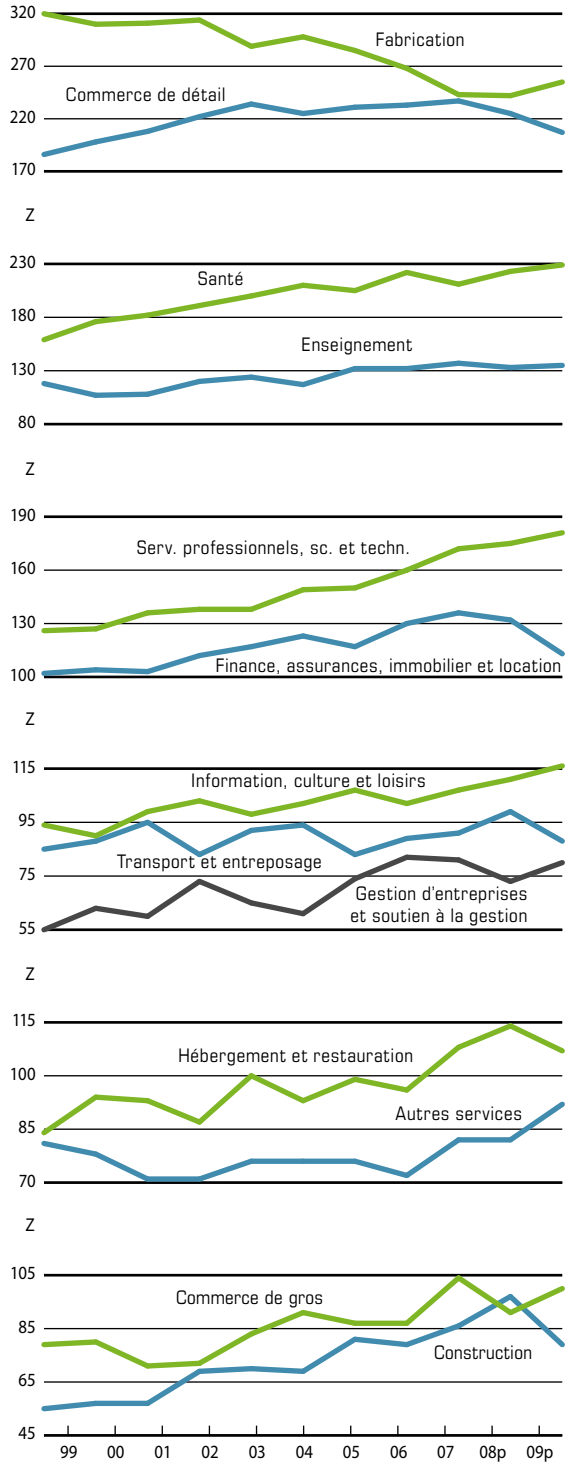
Force des services personnels

L'emploi dans le secteur connu comme « les autres services » grimpe de 12 % en 2009. La main-d'œuvre augmente surtout dans les services de réparation et d'entretien (de véhicules et de machines) et les ménages privés. La raison n'est pas claire. Il est possible que ce soit la conséquence d'un déplacement de main-d'œuvre hors du commerce de détail. Par exemple, les employés des concessionnaires de General Motors touchés par la rationalisation de son réseau pourraient maintenant travailler dans des ateliers de réparation de véhicules automobiles. Le personnel de vente mis à pied pourrait s'être recyclé dans le ménage.

L'information et les loisirs traversent une période d'expansion soutenue depuis trois ans. L'emploi y augmente de 4 % en 2009. Bien que les médias soient en restructuration — éditeurs de journaux sous la pression de la concurrence en ligne, Radio-Canada et TQS — les télécommunications et les jeux vidéos sont en croissance.

Emploi, grands secteurs, RMR de Montréal

En milliers



Source : Statistique Canada

p : prévision

Recul du centre, expansion de la périphérie

Les années se suivent mais ne se ressemblent pas. Alors qu'en 2008, l'emploi avait augmenté dans l'île de Montréal et diminué dans les couronnes, c'est l'inverse qui se produit en 2009. Le taux d'emploi diminue de 4,4 points de pourcentage à Laval, de 2,2 points dans l'île de Montréal, mais grimpe de 1,7 point dans les couronnes (Longueuil inclus). Hormis la construction et le commerce de détail, les secteurs économiques qui ont reculé sont concentrés dans l'île de Montréal. De plus, le déplacement de l'emploi vers la périphérie se poursuit toujours, en particulier dans la fabrication.

L'analyse différenciée des secteurs régionaux de la métropole provient de l'enquête sur la population active. Le recours aux programmes sociaux a augmenté de manière à peu près similaire dans les cinq secteurs : l'indice de dépendance sociale s'est accru de 0,7 à 0,9 point de pourcentage dans chacun d'entre eux en 2009.

Le tourisme et le transport plombent l'île de Montréal

L'île de Montréal subit depuis le début de 2009 le recul du transport, surtout du transport aérien, localisé dans l'ouest de l'île, et la chute du tourisme, qui déprime le secteur hôtelier et la restauration du centre-ville. Les effectifs des services professionnels diminuent, surtout dans les entreprises qui font de la R-D pour les entreprises pharmaceutiques de l'ouest de l'île, qui subissent le retranchement de cette industrie. Enfin, l'emploi continue de se déplacer hors de l'île dans le commerce de détail et la fabrication. Dans le cas du commerce, l'emploi diminue à Montréal et à Laval, et reste inchangé dans les couronnes. Dans celui de l'industrie manufacturière, la main-d'œuvre se maintient en 2009 sur l'île, mais augmente dans les couronnes.

Laval subit le recul des magasins, des services financiers et de la construction

Laval perd en 2009 les gains accumulés en 2007. Son taux d'emploi, à 59,8 %, atteint son niveau le plus faible des dix dernières années. Les Lavallois subissent de plein fouet la réduction de la consommation et de la construction. L'information et les loisirs, les services financiers, la santé et les services sociaux perdent aussi des effectifs. Les seuls gains notables surviennent dans l'enseignement.

Gains généralisés dans les couronnes

En 2009, les couronnes fonctionnent à contre-courant des tendances générales. Leur taux d'emploi progresse avec des gains généralisés dans un éventail de secteurs économiques. À l'instar de l'ensemble métropolitain, les couronnes perdent de l'emploi dans la construction et les services financiers. Par contre, elles font des gains dans le transport et le commerce, qui reculent ailleurs, ainsi que dans l'industrie manufacturière, les services professionnels et le soutien à la gestion, la santé et les services sociaux, l'information et les loisirs.

Indicateurs économiques annuels de l'île de Montréal

	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Population	000	1 814	1 833	1 852	1 867	1 873	1 874	1 872	1 874	1 881	1 878	1 878
Marché du travail	**Moyenne**											
Population active	000	909	923	959	984	1 011	1 011	1 031	1 046	1 039	1 047	1 048
Emploi	000	821	834	863	886	896	907	920	940	950	956	923
Taux d'emploi	%	55,0	55,3	56,6	57,6	58,0	58,3	58,6	59,4	59,7	60,1	57,9
Taux de chômage	%	9,7	9,6	10,1	9,9	11,4	10,3	10,8	10,1	8,5	8,7	12,0
Indice de dépendance sociale	%	8,51	7,76	7,63	7,71	7,61	7,35	6,86	6,54	6,33	6,15	6,94
Emploi sectoriel	**Moyenne**											
Primaire et services publics	000	6	6	7	9	9	7	9	8	9	7	8
Construction	000	15	20	19	24	26	24	30	29	29	33	31
Fabrication	000	165	155	165	158	138	146	139	124	119	109	108
Commerce	000	121	123	133	132	149	151	151	152	155	140	128
Transport et entreposage	000	37	37	38	39	44	47	37	40	44	49	36
Finance, assurances, imm. et location	000	51	51	51	56	62	65	59	68	65	70	69
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	74	78	78	82	82	85	86	96	107	105	93
Gestion et soutien à la gestion	000	29	31	36	43	38	34	45	48	43	40	42
Enseignement	000	63	61	56	63	69	68	68	74	73	77	78
Santé et assistance sociale	000	83	98	96	94	97	101	104	111	105	114	111
Information, culture et loisirs	000	56	49	61	68	54	59	67	62	65	69	71
Hébergement et restauration	000	44	52	53	48	56	47	55	59	63	69	57
Autres services	000	39	36	34	34	38	40	38	39	39	40	53
Administration publique	000	37	38	38	35	33	32	34	32	34	36	34
Immobilisations	**Total**											
Total	M$	12 130[3]	12 456[3]	11 750[3]	10 823[3]	10 661[3]	12 415	11 718	11 005	11 237	12 524	12 778
• Privées		9 710[3]	9 961[3]	9 196[3]	8 148[3]	7 513[3]	8 850[3]	8 427[3]	7 976[3]	8 020[3]	8 112[3]	7 962[3]
• Publiques		2 420	2 495	2 554	2 675	3 148	3 566	3 291	3 029	3 217	4 412	4 817
Construction	**Total**											
Logements mis en chantier	Nombre	4 209	4 201	4 016	5 634	7 354	10 812	8 535	6955	6 898	5 868	4 200
Permis de construction	M$ 2002	1 576	1 555	2 121	1 857	2 083	2 304	1 892	1 837	1 800	1 561	1 310
Résidentiel		599	578	638	778	1 050	1 332	1 049	934	848	782	560
Commercial		563	487	1049	573	593	486	426	503	496	507	410
Industriel		253	316	198	149	101	138	169	119	132	85	80
Institutionnel et gouvernemental		161	174	236	356	338	349	247	281	324	186	260
Permis de construction	M$	1 440	1 487	2 069	1 857	2 136	2 491	2 142	2 158	2 190	2 024	1 740
Résidentiel		544	550	621	778	1 077	1 442	1 190	1 100	1 035	1 012	740
Commercial		518	469	1025	573	608	524	481	589	600	659	550
Industriel		230	302	193	149	104	150	195	142	163	113	110
Institutionnel et gouvernemental		148	167	230	356	346	374	277	326	391	240	340
Immobilier	**Total**											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	11 665	12 251	13 738	14 570	14 379	14 592	14 728	14 756	17 006	15 649	14 800
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	153,0	160,9	168,9	195,4	233,5	263,2	276,2	291,2	304,0	312,0	321,0
Loyer, logement de 2 chambres	$		514	535	562	583	599	625	645	661	671	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	3,2	1,6	0,6	0,8	1,1	1,7	2,1	3,0	3,1	2,5	
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin		10,8	12,8	13,3	13,8	13,8	12,8	12,2	9,6	8,2	10,3
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin						7,5	7,7	7,7	8,4	9,0	9,2
Autres												
Faillites personnelles	Nombre	5 864	5 830	6 047	5 705	6 049	6 187	5 839	6 305	6 640	7 211	9 300
Faillites commerciales	Nombre	775	676	625	577	551	471	432	508	595	675	640

Indicateurs économiques annuels de Laval

	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Population	000	342	346	350	355	361	366	371	372	378	384	390
Marché du travail	**Moyenne**											
Population active	000	178	182	183	191	195	197	197	201	214	218	212
Emploi	000	163	170	170	175	178	181	182	188	203	203	193
Taux d'emploi	%	59,6	61,2	60,3	61,0	61,1	61,1	60,6	61,6	65,7	64,8	60,4
Taux de chômage	%	8,3	6,5	7,2	8,5	8,6	8,2	7,9	6,6	5,2	6,7	9,2
Indice de dépendance sociale	%	4,65	4,13	3,95	3,99	3,93	3,74	3,51	3,53	3,43	3,29	4,08
Emploi sectoriel	**Moyenne**											
Primaire et services publics	000	2	1	3	4	3	2	4	7	3	3	2
Construction	000	6	6	10	12	8	9	7	8	9	11	7
Fabrication	000	30	33	27	28	31	28	26	28	30	24	22
Commerce	000	33	37	32	35	30	36	42	31	43	38	32
Transport et entreposage	000	9	12	10	10	9	8	9	10	9	11	11
Finance, assurances, imm. et location	000	11	12	9	11	13	13	9	13	15	14	10
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	9	9	10	10	11	11	13	15	14	16	20
Gestion et soutien à la gestion	000	7	6	6	6	8	6	7	7	11	9	7
Enseignement	000	8	8	10	8	10	10	11	11	14	11	18
Santé et assistance sociale	000	15	14	23	21	22	21	18	23	22	24	21
Information, culture et loisirs	000	6	7	6	7	8	7	9	9	8	12	8
Hébergement et restauration	000	9	13	11	8	11	11	10	9	8	10	13
Autres services	000	10	7	7	7	6	7	8	6	9	10	7
Administration publique	000	7	7	8	8	8	10	11	10	9	11	13
Immobilisations	**Total**											
Total	M$	1 075[3]	1 188[3]	1 653[3]	1 743[3]	1 654[3]	2 380[3]	2 413[3]	2 639[3]	3 185[3]	3 621[3]	3 509[3]
• Privées		924[3]	928[3]	1 344[3]	1 314[3]	1 396[3]	2 113[3]	2 160[3]	2 291[3]	2 830[3]	2 886[3]	2 834[3]
• Publiques		151	259	309	429	258	267	253	348	355	734	675
Construction	**Total**											
Logements mis en chantier	Nombre	1 533	1 975	2 017	2 518	2 752	3 065	2 906	3 060	2 977	3 234	2 200
Permis de construction	M$ 2002	297	427	465	458	581	783	702	648	767	772	540
Résidentiel		212	234	249	301	387	604	551	461	500	579	400
Commercial		49	128	134	116	146	106	109	102	160	156	110
Industriel		23	37	59	31	28	22	34	26	71	20	20
Institutionnel et gouvernemental		12	28	23	10	20	52	8	60	35	17	10
Permis de construction	M$	270	408	453	458	596	848	796	763	935	1 000	720
Résidentiel		193	223	242	301	397	654	625	543	610	748	530
Commercial		45	123	131	116	149	114	123	119	194	203	150
Industriel		21	35	58	31	29	24	39	31	88	26	25
Institutionnel et gouvernemental		11	26	22	10	20	56	9	69	43	22	15
Immobilier	**Total**											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	3 339	3 667	4 329	4 232	4 382	4 372	4 573	4 514	4 852	4 577	4 300
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	106,3	111,0	116,2	137,4	164,0	184,7	198,9	215,4	231,1	240,4	247,0
Loyer, logement de 2 chambres	$		513	525	546	563	590	592	616	614	640	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	1,5	1,0	0,5	0,5	0,7	0,8	1,8	2,0	2,7	2,4	
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin		14,1	7,4	11,5	13,9	11,1	10,7	9,8	9,7	7,6	8,3
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin						6,5	6,6	10,1	8,8	11,0	11,8
Autres												
Faillites personnelles	Nombre	1 171	1 084	1 164	1 014	1 068	981	1 024	1 150	1 223	1 426	1 700
Faillites commerciales	Nombre	141	107	115	90	86	69	87	116	110	132	120

Indicateurs économiques annuels de Longueuil et des couronnes

	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Marché du travail	**Moyenne**											
Population active	000	712	715	711	754	770	768	769	780	793	788	828
Emploi	000	658	673	667	702	715	717	722	729	750	741	767
Taux d'emploi	%	66,2	66,9	65,4	67,6	67,5	66,5	65,8	65,3	66,0	63,8	64,6
Taux de chômage	%	7,6	5,8	6,1	6,8	7,2	6,6	6,1	6,6	5,5	6,0	7,5
Emploi sectoriel	**Moyenne**											
Primaire et services publics	000	15	17	12	12	13	12	10	11	17	13	12
Construction	000	34	32	28	32	36	36	44	41	49	54	42
Fabrication	000	125	122	120	127	120	123	120	116	94	110	124
Commerce	000	111	118	114	127	138	129	125	137	143	138	146
Transport et entreposage	000	39	39	48	33	40	38	37	39	38	39	41
Finance, assurances, imm. et location	000	39	40	44	45	42	45	48	49	56	48	34
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	43	40	47	46	44	52	51	49	51	53	69
Gestion et soutien à la gestion	000	19	26	19	23	19	21	23	27	27	25	30
Enseignement	000	46	38	42	50	45	39	54	47	50	45	39
Santé et assistance sociale	000	60	64	63	75	81	88	83	88	85	85	97
Information, culture et loisirs	000	33	35	32	28	36	35	31	31	34	30	37
Hébergement et restauration	000	31	30	30	31	33	34	34	29	37	36	37
Autres services	000	32	35	31	30	32	30	30	27	34	33	31
Administration publique	000	33	36	40	43	37	35	32	37	35	34	37
Immobilisations	**Total**											
Total	M$			6 945[3]	7 195[3]	6 398[3]	9 120	9 277	10 060	11 026	10 717	10 763
• Privées				6 083[3]	6 168[3]	5 376[3]	8 125[3]	8 023[3]	8 827[3]	9 334[3]	8 875[3]	8 535[3]
• Publiques				862	1 028	1 022	996	1 254	1 233	1 692	1 842	2 228
Autres												
Faillites personnelles	Nombre	4 641	4 649	4 885	4 150	4 095	4 229	4 284	4 336	4 425	5 272	6 900
Faillites commerciales	Nombre	438	448	432	322	301	335	272	280	253	330	290

Indicateurs économiques annuels de Longueuil

	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Population	000	378	378	379	382	385	387	389	389	393	393	393
Indice de dépendance sociale	%	5,87	5,33	5,07	5,15	5,11	4,95	4,63	4,46	4,30	4,09	4,95
Construction	**Total**											
Logements mis en chantier	Nombre	1 541	1 082	1 238	2 140	2 459	2 093	2 273	2 100	2 066	2 561	2 300
Permis de construction	M$ 2002	353	302	389	472	511	508	485	600	660	642	560
Résidentiel		190	160	190	280	339	314	341	342	323	423	400
Commercial		70	63	106	142	112	111	97	186	173	153	70
Industriel		76	57	76	29	22	21	33	30	35	27	10
Institutionnel et gouvernemental		18	21	16	20	38	62	14	42	128	38	80
Permis de construction	M$	322	288	379	472	524	549	550	705	803	831	740
Résidentiel		172	153	185	280	348	340	387	403	395	547	530
Commercial		64	61	103	142	115	120	109	218	210	199	90
Industriel		69	55	74	29	23	23	38	35	43	36	20
Institutionnel et gouvernemental		17	20	16	20	39	66	16	49	155	48	100
Immobilier	**Total**											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	2 891	2 949	3 521	3 782	3 761	3 775	3 764	3 632	5 631	5 340	5 200
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	111,0	116,5	119,2	134,8	156,0	180,5	194,4	210,3	234,7	244,3	255,0
Loyer, logement de 2 chambres	$		509	527	542	562	600	627	632	636	635	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin			0,7	0,4	0,8	1,5	1,3	2,4	3,0	3,0	
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin		12,3	18,1	19,8	20,6	17,1	10,1	6,7	4,0	8,1	7,0
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin						9,6	5,5	5,8	6,6	7,0	7,0

Indicateurs économiques annuels de la couronne Nord

	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Population	000	530	537	545	554	565	578	590	600	612	627	640
Indice de dépendance sociale	%	4,56	4,01	3,83	3,79	3,74	3,52	3,29	3,42	3,29	3,07	3,81
Construction	**Total**											
Logements mis en chantier	Nombre	3 047	3 272	3 597	5 933	6 887	7 813	7 748	7 097	6 716	5 949	4 100
Permis de construction	M$ 2002	577	678	883	1 084	1 185	1 311	1 205	1 260	1 192	1 144	970
Résidentiel		400	427	510	775	933	1 023	1 016	997	935	865	710
Commercial		62	92	186	125	138	147	92	141	146	131	130
Industriel		64	67	125	72	55	88	76	103	69	76	20
Institutionnel et gouvernemental		52	92	61	112	58	53	22	19	42	73	110
Permis de construction	M$	526	647	860	1 084	1 215	1 419	1 367	1 485	1 453	1 482	1 280
Résidentiel		364	407	496	775	957	1 108	1 152	1 175	1 140	1 118	930
Commercial		57	89	182	125	142	159	104	165	177	170	170
Industriel		58	64	122	72	56	96	87	123	85	101	30
Institutionnel et gouvernemental		47	88	60	112	60	57	24	22	51	93	150
Immobilier	**Total**											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	5 305	5 598	6 535	7 442	7 047	7 265	7 450	8 307	9 792	8 906	8 570
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	98,8	104,7	109,2	124,0	145,2	165,2	180,9	188,6	202,4	210,4	218,0
Loyer, logement de 2 chambres	$		463	478	484	515	533	558	588	586	607	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin			0,5	0,5	0,5	0,3	1,1	1,2	1,3	1,4	
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin											28,0

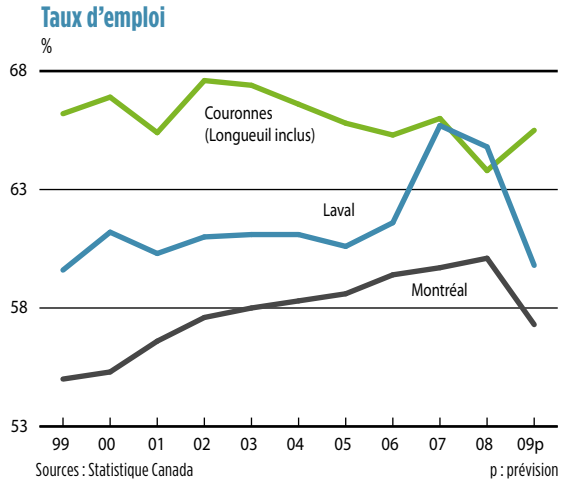
Indicateurs économiques annuels de la couronne Sud

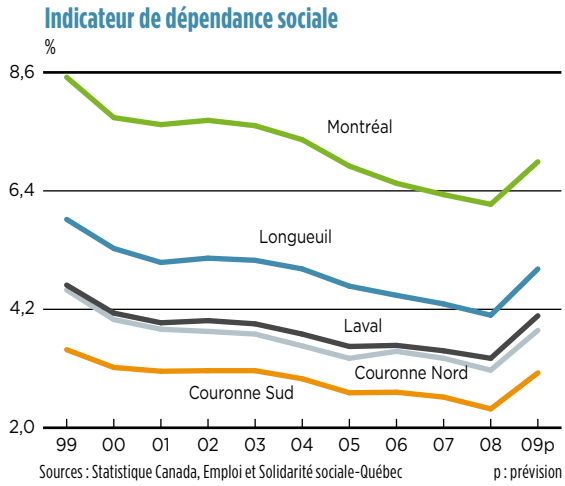
	UNITÉ	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009e
Population	000	398	402	407	414	422	432	441	451	457	469	480
Indice de dépendance sociale	%	3,45	3,12	3,05	3,06	3,06	2,91	2,65	2,66	2,57	2,35	3,02
Construction	**Total**											
Logements mis en chantier	Nombre	2 036	2 236	2 432	4 329	4 869	4 890	3 855	3 601	4 576	4 315	3 900
Permis de construction	M$ 2002	421	435	470	734	823	866	868	785	916	829	700
Résidentiel		294	324	357	597	695	753	654	623	725	636	510
Commercial		45	46	54	52	67	70	119	101	122	105	100
Industriel		62	42	30	46	35	28	76	31	52	42	10
Institutionnel et gouvernemental		21	23	28	39	26	14	19	30	18	46	80
Permis de construction	M$	383	415	457	734	844	937	985	924	1 117	1 074	920
Résidentiel		267	308	347	597	713	815	742	734	884	822	670
Commercial		41	45	53	52	69	76	135	118	147	137	130
Industriel		56	40	30	46	36	31	87	37	64	56	20
Institutionnel et gouvernemental		19	22	27	39	27	15	21	35	22	59	100
Immobilier	**Total**											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	5 080	5 449	6 325	6 800	6 323	6 570	6 643	6 807	6 262	5 871	5 830
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	112,4	116,4	122,3	138,0	161,9	186,2	202,2	213,0	216,7	224,7	226,0
Loyer, logement de 2 chambres	$		493	520	536	586	586	589	604	606	629	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin			0,8	0,4	0,8	0,5	0,9	0,8	1,4	0,7	

e. Estimation réalisée le 27 août 2009.
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Desjarlais Prévost, CB Richard Ellis, Industrie Canada

Le fléchissement économique touche Longueuil

Jusqu'en 2008, Longueuil profitait d'une croissance économique solide grâce à la performance de son principal employeur, le motoriste Pratt & Whitney Canada. Cependant, la baisse des commandes a forcé l'entreprise à faire des mises à pied au début de 2009. L'indice de dépendance sociale remonte de 0,9 point de pourcentage en 2009. Le taux d'inoccupation des bureaux a grimpé de 5,7 % à 8,1 % pendant la deuxième moitié de 2008 pour redescendre à 6,6 % six mois plus tard.





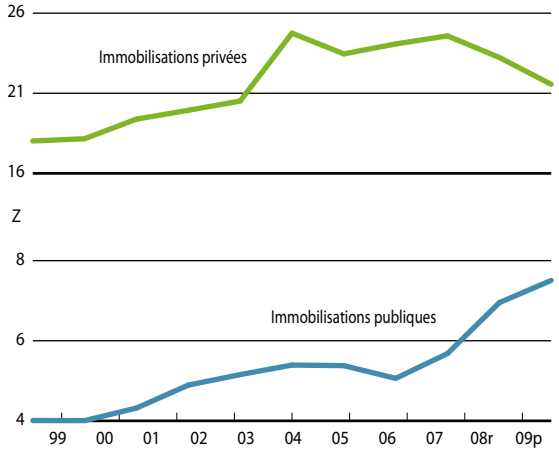
La crise financière freine l'investissement

Conséquence de la crise financière, les entreprises ont réduit leurs perspectives d'investissement. Selon l'Institut de la statistique du Québec, les dépenses en immobilisations devraient baisser de 3 % en dollars constants en 2009 dans la région métropolitaine. De plus, les entreprises ont réajusté leur tir de l'année dernière. Les résultats préliminaires de 2008 sont nettement inférieurs aux intentions affichées l'année précédente. La hausse, initialement évaluée à 6 %, s'avère plus proche de 1 %. Les entreprises ont restreint leurs achats d'équipement, qui sont passés d'une hausse anticipée de 12 % à une baisse effective de 2 %.

Les chiffres pour 2009 reflètent les intentions d'investissement des entreprises au début de l'année. Comme la récession s'est poursuivie au moins pendant les six premiers mois de 2009, les investissements réalisés effectivement pourraient être plus faibles.

Immobilisations, région de Montréal[1]

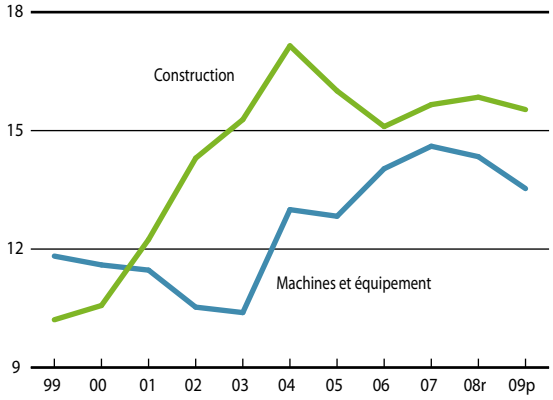
Milliards de dollars de 2002



1. Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.
Source : Institut de la statistique du Québec, ajusté par la CMM. p : prévision

Immobilisations, région de Montréal[1]

Milliards de dollars de 2002



1. Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.
Source : Institut de la statistique du Québec, ajusté par la CMM. p : prévision

Réfection des infrastructures

Ceci étant dit, le recul des immobilisations en 2009 est plus modéré que dans le reste du Canada grâce aux dépenses publiques et à la hausse des immobilisations manufacturières. Leur principal soutien est l'accélération des investissements en infrastructures publiques, lancée par le gouvernement provincial à la fin de 2007. Les immobilisations publiques avaient grimpé de 26 % en 2008 et poursuivent leur croissance (+ 7 %) en 2009 avec l'ajout des dépenses fédérales. Les investissements dans le réseau de la santé augmentent légèrement (+ 2 %), en attendant la mise en chantier de deux mégahôpitaux (1,5 G$ chacun). Par contre, la construction de pavillons universitaires, qui avait marqué les années 2000, diminue d'ici le lancement du nouveau campus de l'Université de Montréal (1 G$). La modernisation des installations de la STM, de l'aéroport Trudeau et du port de Montréal fait grimper les immobilisations en transport de plus de 20 % en 2009.

Recul de l'investissement privé, sauf dans la fabrication

Les immobilisations privées diminuent de 7 %, minées par le resserrement des conditions de crédit. Les dépenses baissent dans une majorité des secteurs économiques. Le retrait des services financiers, l'achèvement de la construction de centres commerciaux et d'hôtels, et la baisse des mises en chantier de logements dépriment également l'investissement.

En revanche, les immobilisations manufacturières s'accélèrent, grâce à des projets dans les industries du pétrole, des aliments et des boissons. Leur rythme de croissance passe de 7 % en 2008 à 18 % à 2009.

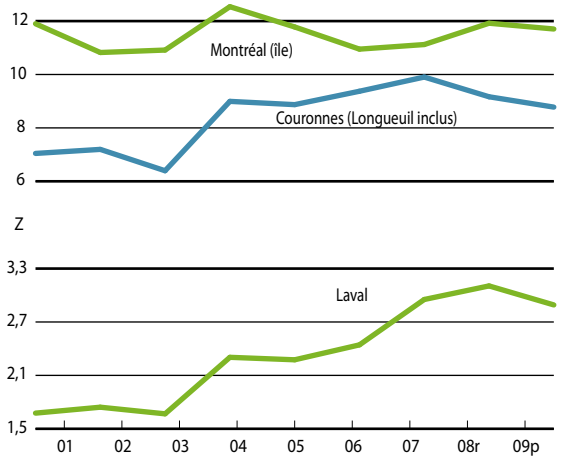
Les dépenses d'outillage reculent depuis deux ans, conséquence du recul de l'investissement privé. Par contre, la construction se maintient mieux, bien qu'une majorité de secteurs économiques investissent moins dans le béton et que le nombre de logements mis en chantier diminue, car l'investissement public se fait surtout dans la construction.

L'investissement baisse hors de Montréal

Régionalement, les dépenses en immobilisations diminuent de 7 % à Laval, de 4 % dans les couronnes et de seulement 2 % dans l'île de Montréal. Le caractère résidentiel de Laval, de Longueuil et des couronnes explique leur recul plus prononcé. Montréal profite de la croissance des investissements en infrastructure des gouvernements, de la construction d'immeubles institutionnels, et des projets dans les industries du pétrole, des aliments et des boissons.

Immobilisations

Milliards de dollars de 2002



Source : Institut de la statistique du Québec, ajusté par la CMM. p : prévision

Immobilisations par région et par secteur

Millions de dollars

	2005	2006	2007	2008r	2009p
RMR de Montréal	23 408	23 704	25 448	26 862	27 050
Secteur primaire	151	148	188e	157e	144e
Fabrication et construction	2 372	2 282e	2 175e	2 262e	2 707e
Aliments et boissons	250e	232e	210e	200e	300e
Textile et vêtement	40	37	34	41e	38e
Bois	48	72	43e	86	48
Papier	53	53	53	61	76
Imprimerie	98	47	70	68	48
Industrie chimique	266	283	211	156	162
Caoutchouc et plastique	89	78	103	133	154
Métaux (première transf.)	102	58	69e	98	94
Produits métalliques	81	99	78	68	68
Machines	48	58	60	75	66
Produits électroniques	111	123	142	135	145
Matériel de transport	112	205	223	260	264
Autres ind. et construction	1 075e	939e	879e	881e	1 243e
Secteur tertiaire	12 252	12 578	13 832	15 003	14 983
Services publics	539	475	527	647	644
Commerce	1 293	1 396	1 555	1 614	1 471
Transport	1 298	1 142	1 471	1 536	1 910
Information et culture	848	603	865	950	939
Finances, ass. et immob.	2 982	3 820	3 494	2 826	2 538
Serv. professionnels et gestion	500	532	493	455	434
Serv. administratifs et soutien	152	148	227	304	256
Enseignement	888	823	906	888	811
Santé et services sociaux	657	779	767	931	958
Hébergement et restauration	270	225	263	282	193
Loisirs et autres services	271	295	345	451	435
Administration publique	2 555	2 341	2 920	4 117	4 396
Habitation	8 633	8 695	9 254	9 440	9 215
Régions administratives					
Montréal	11 718	11 005	11 237	12 524	12 778
Laval	2 413	2 639	3 185	3 621	3 509
Laurentides et Lanaudière	6 250	6 926	7 248	7 150	7 094
Montérégie	9 194	9 901	10 709	10 448	10 542

e : estimation; p : perspectives; r : dépenses réelles provisoires.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Baisse de la construction dans la région métropolitaine

Mesurée selon la valeur des permis émis, la construction diminue de 18 % en 2009 en dollars constants dans la région métropolitaine. Tous les secteurs régionaux de la métropole subissent un recul. Laval chute presque deux fois plus que la moyenne (- 30 %), à cause d'une baisse prononcée de la construction résidentielle. Montréal et les deux couronnes sont dans la moyenne (- 16 %). La valeur des permis de construction diminue un peu moins à Longueuil (- 13 %).

Les permis de construction résidentielle baissent fortement à Laval (- 31 %) et à Montréal (- 28 %), mais les projets immobiliers des gouvernements, qui sont en expansion, se concentrent au centre de l'agglomération, soutenant la construction à Montréal.

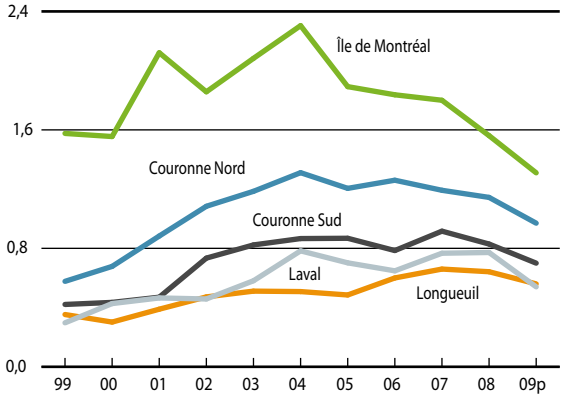
En dehors de l'île de Montréal, la construction dépend d'abord et avant tout du secteur résidentiel. Or, le recul résidentiel est moins prononcé à Longueuil (- 6 %) et dans les couronnes Nord (- 18 %) et Sud (- 20 %) qu'à Montréal et Laval. La plus forte construction de logements à Longueuil, ajoutée à des projets institutionnels, compense les baisses dans les secteurs commercial (achèvement du Quartier DIX30) et industriel.

Ajustement des mises en chantier de logements

La construction résidentielle effectue depuis cinq ans un retour graduel au niveau normal de formation des ménages. Le nombre de logements mis en chantier diminue de 24 % en 2009 dans la région métropolitaine. Les marchés des propriétaires-occupants et des copropriétés sont ceux qui reculent le plus (- 33 %). Le locatif et le coopératif s'en tirent avec une baisse de 9 %. Le recul est plus sévère à Laval (- 32 %) et dans la couronne Nord (- 31 %), mais nettement plus clément à Longueuil (- 10 %) et dans la couronne Sud (- 11 %).

Permis de construction par secteur géographique

Milliards de dollars 2002



Sources : Statistique Canada

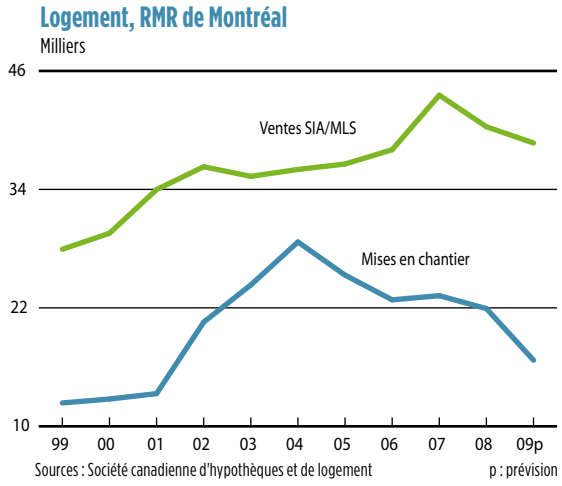
p : prévision

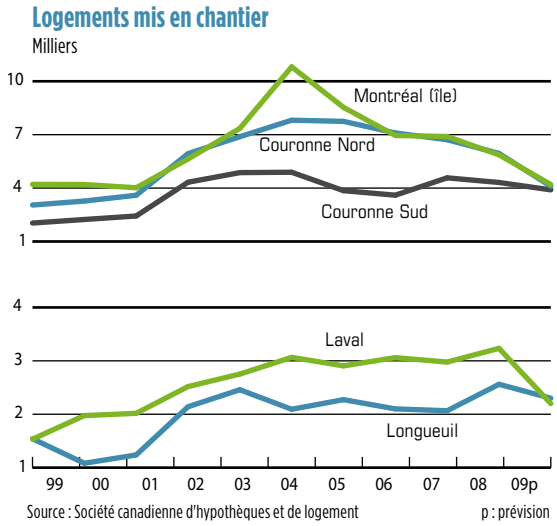
Le marché résidentiel atterrit en douceur

En contraste avec la scène au Sud de la frontière, le marché montréalais du logement est une oasis de calme. La revente de logements a diminué temporairement, au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009, puis a repris le chemin de la croissance. En moyenne annuelle, les ventes ne diminuent que de 4 %, une baisse inférieure à celle de l'an dernier (- 7 %). Le recul touche l'ensemble de la région métropolitaine, excepté la couronne Sud, où les ventes devraient demeurer quasiment inchangées comparativement à l'an dernier.

Les prix ne sont entrés en territoire négatif qu'à la fin de 2008. En moyenne annuelle, aucune baisse de prix n'est visible. La demande est stimulée par des taux d'intérêt rendus à leur niveau le plus faible depuis plus de cinquante ans. Le degré de confiance des ménages a atteint un creux à la fin de 2008 et remonte depuis.

Le marché des logements locatifs demeure équilibré. Le taux d'inoccupation des logements locatifs devrait demeurer en deçà de 3 %.





Baisse de la construction commerciale et industrielle

Hors du secteur public, la construction diminue en 2009. La valeur des permis de construction industrielle baisse de 44 %. La construction industrielle diminue légèrement dans l'île de Montréal (- 5 %) et se maintient au niveau déjà faible de l'an dernier à Laval, mais elle se tarit ailleurs.

Après une année de stabilité, le marché industriel s'est détérioré en 2009. Le taux d'inoccupation a augmenté de seulement 0,3 point de pourcentage, à 9,3 %. L'apport de nouveaux immeubles est minime en 2009, ce qui freine la hausse de l'inoccupation industrielle. Laval a le taux d'inoccupation industriel le plus élevé, à 11,5 % au deuxième trimestre 2009, Longueuil le plus faible (6,7 %).

Les années 2000 ont vu l'accumulation quasi continue d'un surplus de locaux industriels. Le taux d'inoccupation industriel monte sans arrêt. Selon CB Richard Ellis, 80 % des locaux vacants se trouvent dans des immeubles dont la hauteur est inférieure à 26 pieds. Or l'activité dans les locaux industriels se déplace de la fabrication à la distribution, qui requiert une hauteur supérieure à 26 pieds. Ce stock de locaux ne sera pas absorbé par le marché lorsque la reprise se produira. La résorption de ce surplus requerra des travaux de modification pour augmenter la hauteur des immeubles ou leur démolition.

Pause commerciale

L'expansion de la construction commerciale entamée il y a quatre ans prend fin. En 2009, la valeur des permis de construction commerciale diminue de 22 %. Le développement de pôles commerciaux diminue alors que Le Faubourg Boisbriand (290 M$), le Canadian Tire de Vaudreuil (290 M$) et le Carrefour Candiac (100 M$) s'achèvent en 2009 et que le Quartier DIX30 à Brossard (500 M$) entre dans sa dernière phase d'expansion. La construction de plusieurs hôtels au centre-ville et à Dorval, et du Campus Bell à l'Île-des-Sœurs prend fin également en 2009. Le seul nouveau chantier d'envergure, celui de Lac Mirabel (450 M$), a été reporté en raison de la récession économique.

Baisse de la demande de bureaux

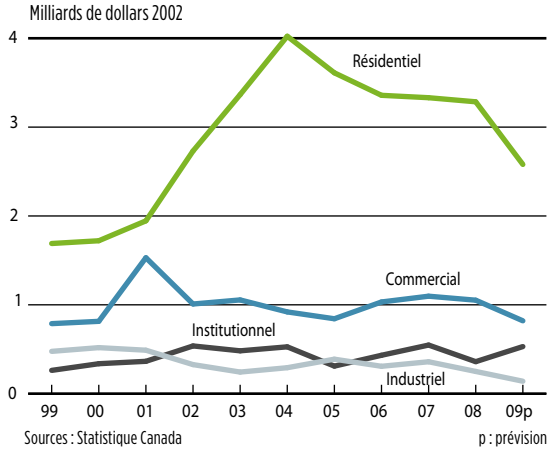
La contraction de l'emploi dans les services financiers a réduit la demande de bureaux, particulièrement au centre-ville. Selon la société de courtage CB Richard Ellis, le marché des bureaux a subi au cours des six premiers mois de l'année l'absorption négative la plus élevée des six dernières années. En 2009, le taux d'inoccupation devrait augmenter de 3 points de pourcentage au centre-ville, à 8,5 %. L'inoccupation est plus élevée dans le reste de la région métropolitaine, mais elle augmente de manière marginale. Aucune amélioration significative n'est attendue d'ici la fin de l'année. Bien que plusieurs projets d'immeubles à bureaux soient sur les planches à dessin, aucun n'est en voie de réalisation, ce qui permet d'éviter la formation de surplus importants.

Hausse de la construction institutionnelle

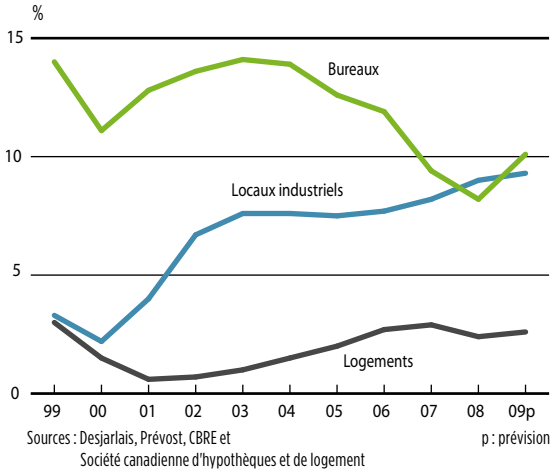
En récession, le secteur public est le principal pourvoyeur de chantiers. Quoique le gros de l'effort public soit consacré aux travaux de génie — autoroutes 25 (400 M$) et 30 (250 M$), échangeur Dorval (224 M$) — qui ne paraissent pas dans les permis de construction, la valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale augmente de 47 %. Les principaux chantiers immobiliers en cours sont le Quartier des spectacles (120 M$) au centre-ville, les installations de la STM (130 M$) et l'hôpital Charles-Lemoyne à Longueuil (125 M$).

La construction institutionnelle devrait continuer à augmenter, si les projets annoncés se réalisent. Des grands projets sont en conception : les deux mégahôpitaux universitaires (1,6 G$ chacun), le campus Outremont de l'Université de Montréal (1,1 G$) et la réfection de l'hôpital Sainte-Justine (635 M$). Dans les travaux de génie, trois grands projets ont été annoncés : l'échangeur Turcot (1,5 G$), l'autoroute 30 (1,5 G$) et le boulevard Notre-Dame (750 M$).

Permis de construction par type, RMR de Montréal



Taux d'inoccupation, RMR de Montréal

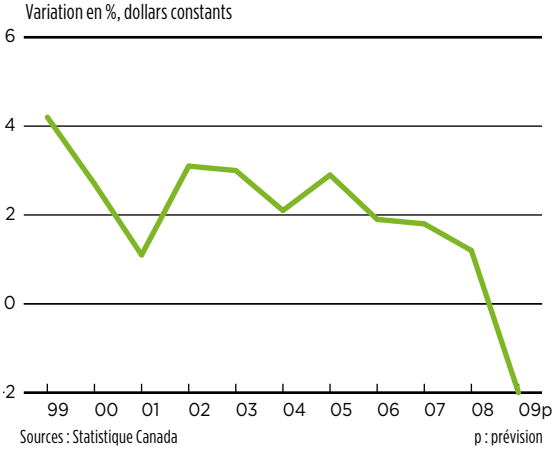


Baisse de la consommation

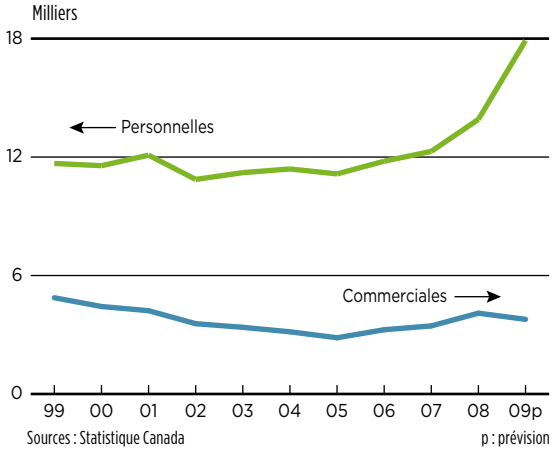
Les consommateurs, qui avaient été le principal moteur de la croissance économique dans les années 2000, avaient perdu confiance au cours de 2008, ralentissant leurs achats. Comme les ventes résidentielles, les ventes au détail ont diminué au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009.

Cependant, la hausse des revenus du travail, la modération des pertes d'emploi et le niveau extraordinairement faible des taux d'intérêt relancent la consommation au printemps, en particulier l'achat d'automobiles. La confiance des consommateurs remonte après avoir atteint un creux en décembre 2008. Malgré leur reprise en cours d'année, les ventes au détail diminuent de 2 % en moyenne annuelle en 2009 dans la région métropolitaine.

Ventes au détail - RMR de Montréal



Faillites dans la RMR de Montréal



Hausse abrupte des faillites

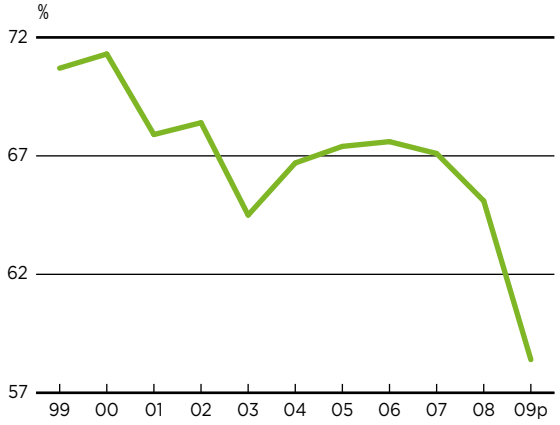
La récession stimule l'insolvabilité. Le nombre de faillites personnelles, qui est à la hausse depuis 2005, s'accélère en 2009 (+ 29 %). En termes relatifs, les faillites personnelles dépassent leur sommet précédent, qui avait été atteint en 1997. Elles s'élèvent à 4,8 faillites personnelles par 1 000 habitants en 2009. Elles avaient atteint 2,4 par 1 000 habitants en 1991 lors de la récession précédente. Le chômage et les taux d'intérêt élevés les avaient fait grimper à 4,2 en 1997. Comme le ratio de la dette au revenu a augmenté, les consommateurs risquent davantage de tomber en défaut de paiement.

En revanche, les faillites d'entreprises, qui avaient grimpé de 19 % en 2008, retombent de 8 % en 2009.

La récession mondiale réduit le tourisme

L'année touristique est difficile. Le taux d'occupation des hôtels passe de 65,1% en 2008 à 58,4 % en 2009 dans le Grand Montréal. La récession, qui s'est étendue au monde entier, a réduit l'ensemble des clientèles touristiques. Le nombre de touristes entrés au Québec en provenance des États-Unis et des autres pays fond de 11 % et 9 % respectivement en 2009. Enfin, le tourisme subit aussi la baisse des dépenses des consommateurs canadiens. Le trafic aéroportuaire diminue de 7 % en 2009. La baisse de la demande touristique survient alors que l'offre hôtelière termine un cycle d'expansion accélérée. Environ 2900 chambres ont été réalisées en 2007 et 2008, ce qui a fait augmenter le parc hôtelier d'environ 15 %.

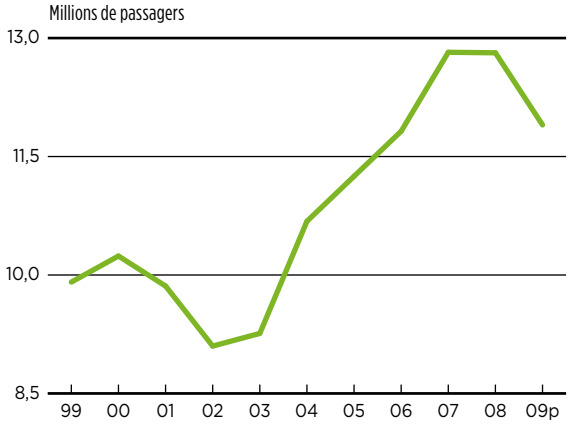
Taux d'occupation des hôtels à Montréal



Sources : Association des hôtels du grand Montréal

p : prévision

Trafic dans les aéroports de Montréal

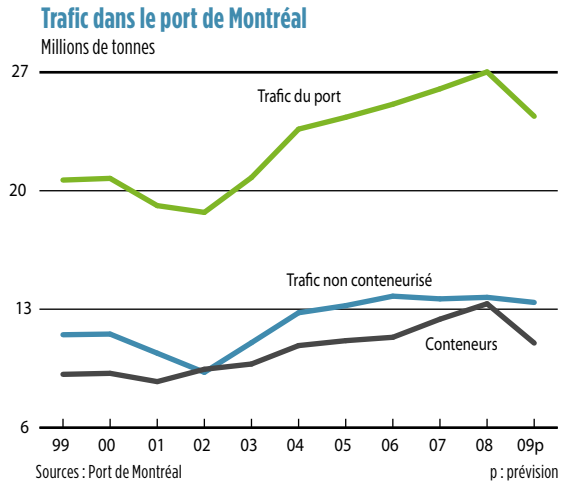


Sources : Aéroports de Montréal

p : prévision

Chute du trafic de conteneurs dans le port de Montréal

La baisse du commerce international touche directement le port de Montréal. Le trafic devrait baisser de 10 % en 2009. La baisse de la production manufacturière du Midwest américain et de l'Ontario freine l'expédition de marchandises par conteneur, qui chute de 17 %. En revanche, le trafic de marchandises en vrac devrait diminuer de manière marginale, grâce à l'expansion soutenue du trafic de céréales. En raison de la récession, le port de Montréal a repoussé d'au moins un an la mise en œuvre de son plan d'expansion qui vise à tripler, d'ici 2020, sa capacité de manutention de conteneurs.



Perspectives : les programmes publics de dépenses font sentir pleinement leur impact en 2010

L'économie métropolitaine, comme l'ensemble de l'économie canadienne, semble en train de reprendre à l'heure actuelle. Les signes de reprise apparaissent : reprise des ventes au détail, des ventes résidentielles et des livraisons manufacturières en juin 2009. Le PIB devrait donc recommencer à croître au troisième trimestre. La récession s'avère courte et faible, comparée à celles de 1981-1982 et de 1990-1991.

La réfection des infrastructures et les mises en chantier de logements stimuleront la construction. La construction publique, en particulier les investissements publics en hôpitaux et en réfection routière, atteindra son niveau maximal en 2010. La reprise des ventes de logements qui a lieu maintenant réduira les stocks, stimulant en 2010 la construction. Le nombre de mises en chantier se remettra à croître modérément en 2010. Par contre, la construction de bureaux, d'hôtels et de locaux industriels sera minime, compte tenu des surplus élevés ou croissants qui prévalent dans leurs marchés.

La croissance de l'emploi demeurera hésitante d'ici la fin de 2010 et le taux de chômage, après avoir grimpé pendant la deuxième moitié de 2009, se stabilisera à un niveau élevé en 2010. Cela dit, le déplacement de la main-d'œuvre vers des postes plus productifs et mieux rémunérés devrait offrir une base plus forte à l'expansion qui débute.

Des stocks élevés, la vigueur du dollar canadien et une reprise lente aux États-Unis devraient freiner l'industrie manufacturière d'ici la fin de 2010.

La croissance des revenus d'emploi et la reprise des prix du logement soutiendront les finances des ménages, mais un chômage élevé atténuera l'élan de la consommation.

Communauté métropolitaine de Montréal
1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400
Montréal (Québec) H3A 3L6
T 514 350-2550 F 514 350-2599

www.cmm.qc.ca | info@cmm.qc.ca